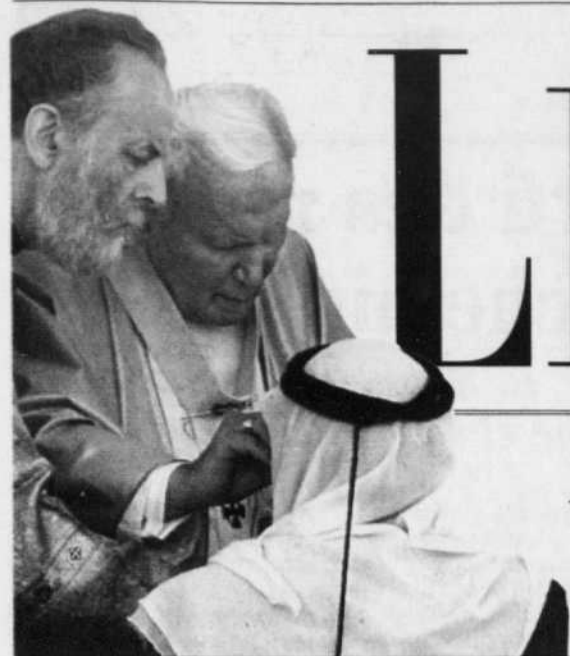


LE DEVOIR



ACTUALITÉS

Visite historique du pape dans une mosquée
Page A 4

LE MONDE

Macédoine: un pas de plus vers la guerre
Page A 5



VOL. XCII N° 99

LE LUNDI 7 MAI 2001

87c + TAXES = 1\$

Dans les archives de «La Patente»

Le réalisateur Robert Verge dévoile les secrets du mystérieux Ordre de Jacques Cartier

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

C'était une mystérieuse organisation secrète qui a suscité bien des fantasmes. Gérard Filion, Michel Chartrand, Jean Marchand, François-Albert Angers, Henri Bergeron et Jean-Paul Nolet en ont fait partie.

Mais le secret est relatif: à son apogée, l'Ordre de Jacques Cartier a pu compter sur environ 45 000 membres répartis en groupes locaux de l'Acadie à l'Ontario. Cela fait beaucoup de monde.

La télévision québécoise (RDI, dans une production Amérimage-Spectra) montrera demain soir pour la première fois les archives de cette organisation occulte. Ces archives ont été «libéralisées» depuis l'année dernière. Et c'est le réalisateur Robert Verge qui, le premier, a eu accès aux documents.

Pendant 40 ans, ils ont été de tous les combats pour promouvoir le français et faire avancer la cause de leurs pairs.

Il s'agit donc d'un pan important de l'histoire du Québec qui pourra être mieux exploré. Les historiens connaissent évidemment cette mystérieuse organisation mais elle demeure presque inconnue du grand public.

Selon le documentaire présenté demain soir, l'Ordre de Jacques Cartier a été créé en 1926 dans une église du quartier Vanier à Ottawa. À l'époque, 50 ans après la Confédération, les Canadiens français étaient véritablement frappés d'ostracisme et les postes de pouvoir leur étaient fermés, particulièrement dans la fonction publique fédérale. Des groupes anglophones plus ou moins secrets s'arrangeaient pour promouvoir leurs hommes. Une vingtaine de Canadiens français décident donc de se doter d'une sorte de groupe de pression organisé en société secrète, un groupe catholique et patriote, pour aider les Canadiens français à se développer.

L'Ordre adopte un rituel d'initiation très secret et très complexe qui est expliqué en détail dans le documentaire et qui fait beaucoup sourire aujourd'hui. Mais, au-delà de cet aspect enfantin, le groupe connaît un énorme succès et s'étend comme une toile d'araignée souterraine. Les membres de l'Ordre étaient organisés en groupes locaux, ne se connaissaient pas d'une ville à l'autre et recevaient leurs ordres des responsables des degrés supérieurs. Le secret était tel que les membres appelaient leur organisation «La Patente» pour taire son nom véritable.

Pendant 40 ans, ils ont été de tous les combats pour promouvoir le français et faire avancer la cause de leurs pairs. Ils sont derrière les premières campagnes

VOIR PAGE A 8: PATENTE

ACTUALITÉS

L'idée d'un parti des régions fait son chemin

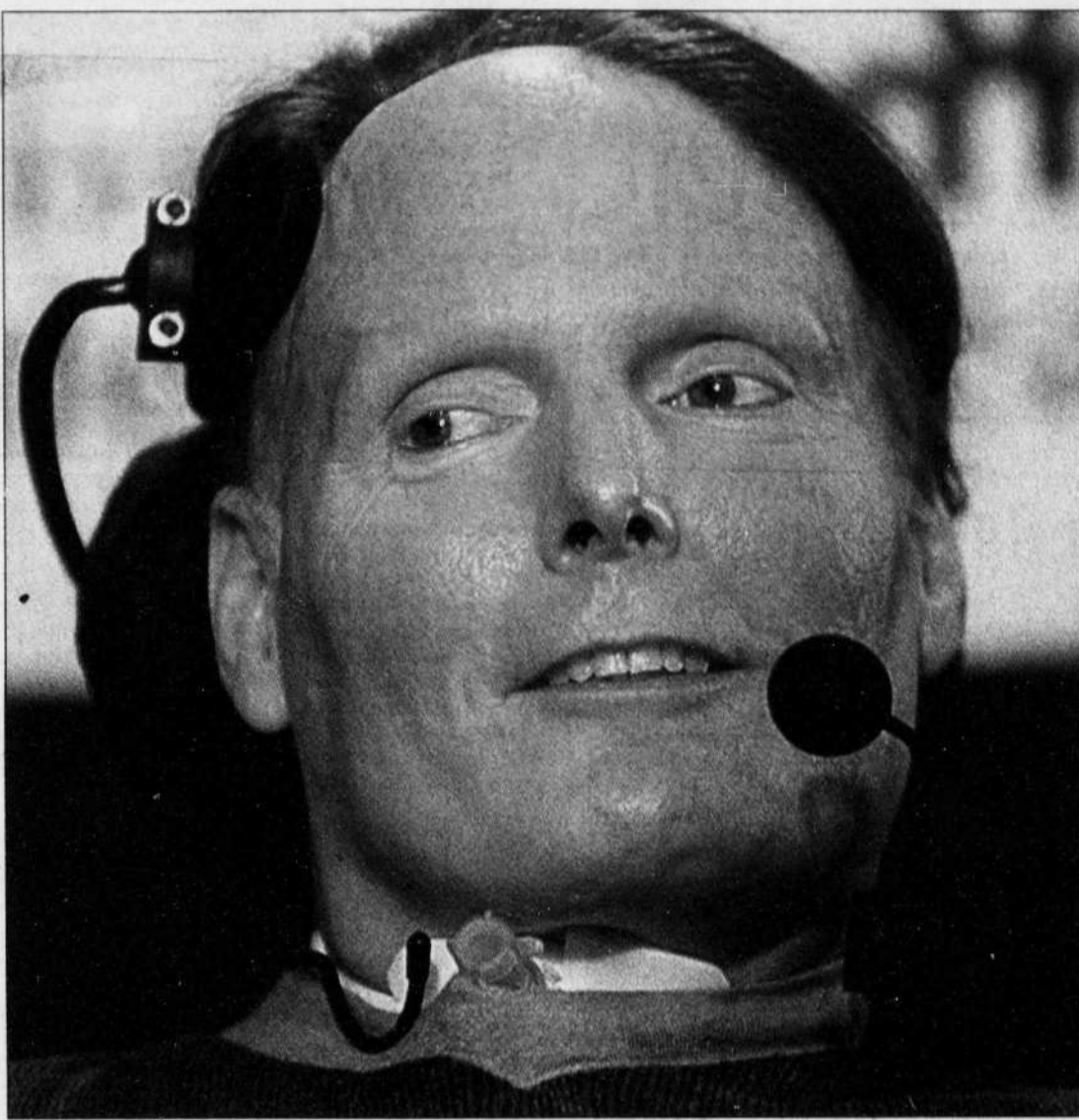
Il n'existe pas encore de parti politique des régions. Mais cette idée, née au Saguenay-Lac-Saint-Jean dans la turbulence entourant les fusions municipales forcées, n'attend, semble-t-il, qu'une occasion pour prendre forme. Quatre autres régions du Québec pourraient se mettre de la partie, a déclaré au *Devoir* l'ex-député péquiste Gérard Morin.

À lire en page A 2

INDEX

Actualités	A 2	Mots croisés	B 3
Avis publics	B 3	Météo	B 3
Culture	B 8	Planète	B 2
Éditorial	A 6	Religions	B 6
Horizons	B 1	Sports	B 4
Idées	A 7	Télévision	B 7

Un message d'espoir



L'acteur Christopher Reeve était de passage à Montréal hier.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Christopher Reeve ne croit pas aux traumatismes incurables

BERNARD LAMARCHE
LE DEVOIR

Il faut poursuivre de façon urgente la recherche de pointe sur les traumatismes de la moelle épinière. Christopher Reeve, l'ancien Superman du grand écran, connaît mieux que quiconque les souffrances causées par cette maladie du système nerveux central. Depuis la chute de cheval qui a changé sa vie en 1995, il n'a jamais cessé d'encourager les neuroscientifiques dans leurs recherches.

Il était d'ailleurs à Montréal hier à titre de président d'honneur du XXIII^e Symposium international sur les traumatismes de la moelle épinière, organisé à l'Université de Montréal. Reeve a été invité par le professeur et chercheur Serge Rosignol, du département de physiologie du Centre de recherche en

sciences neurologiques de l'UdeM. Ce dernier avait remporté, il y a trois ans, la médaille Christopher Reeve pour la recherche sur les réparations de la moelle épinière.

Pour la première fois à Montréal depuis 1986 alors qu'il tournait le film *Street Smart*, Reeve a parlé des conséquences des traumatismes de la moelle épinière sur la vie quotidienne, de l'état de la recherche, du système de santé aux États-Unis et, plus brièvement, de ses prochaines sorties comme cinéaste: bien qu'il n'ait pas «l'intention de passer sa vie là-dessus», il prépare un film basé sur la vie réelle d'une femme blessée en 1992 dans un accident de voiture.

«C'est important pour moi d'être ici car le travail des chercheurs ne concerne pas seulement les gens qui

VOIR PAGE A 8: REEVE

Essai peu concluant de la carte santé à Laval

Seuls une soixantaine de patients sur 1698 ont daigné se servir de la carte à puce

ROBERT DUTRISAC
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

L'expérience-pilote à Laval, sur laquelle dit s'appuyer le gouvernement pour implanter la nouvelle carte santé à puce, est loin d'être concluante. La carte à microprocesseur a été si peu utilisée que la Régie d'assurance maladie du Québec (RAMQ), le maître-d'œuvre du projet, ne dispose d'aucune donnée probante pour faire l'évaluation pratique du consentement des usagers.

Au plus récent décompte du 1^{er} mai dernier, 1698 cartes santé à puce avaient été distribuées à des patients dans le cadre du projet-pilote mis sur pied au Centre hospitalier ambulatorio régional de Laval, selon les données émanant de la RAMQ. De ce nombre, seulement 290 cartes ont été activées, c'est-à-dire que seulement 290 patients ont accepté de choisir un numéro d'identification personnel (NIP) afin d'utiliser leur carte.

C'est déjà peu, compte tenu du fait que la RAMQ prévoyait, lors du lancement de l'expérience-pilote en juin 1999, que 800 patients y participeraient, dotés de leur carte à puce mais aussi d'un dossier médical partiel sur informatique. Or, selon des sources de l'industrie qui ont eu accès à des informations internes de la RAMQ, une soixantaine de cartes seulement ont servi une première fois, ce qui a permis d'amorcer la constitution d'autant de dossiers médicaux informatisés. Qui plus est, moins de dix cartes d'usagers ont servi une deuxième fois.

À la RAMQ, on était incapable, vendredi, de confirmer cette faible utilisation de la carte et le fait que les dossiers médicaux informatisés n'aient pas été consultés, à quelques exceptions près. La banque de données, qui abrite les dossiers médicaux informatisés,

VOIR PAGE A 8: ESSAI

Entretien avec Élie Cohen

La mondialisation a besoin de balises

La révolte de Seattle met le doigt sur les points faibles de la gouvernance mondiale. Mais elle agirait contre ses intérêts si elle détruisait ces formidables instruments de développement économique au service des plus pauvres que sont l'OMC et la ZLEA.

CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS

L'ennui, avec la mondialisation, c'est que c'est compliqué! Élie Cohen en sait quelque chose puisqu'il lui a fallu cinq ans pour tenter de comprendre quelques-unes des gigantesques transformations économiques qui agitent la planète depuis vingt ans. Cet économiste français, directeur de recherche au Centre national de recherche scientifique (CNRS), a beau être un fervent défenseur des organismes de régulation internationaux, comme l'OMC, il ne lui viendrait jamais à l'idée de jeter la pierre à ces manifestants qui crient leur colère de Seattle à Québec.

Mais, dit-il, il arrive un moment où les slogans ne suffisent plus. Rien ne peut remplacer la compré-



REUTERS

Objet du sommet d'avril dernier à Québec, la ZLEA pourrait servir à réguler la mondialisation, estime l'économiste Élie Cohen.

sion des processus complexes qui sont en cours. C'est ce qu'il a tenté de faire dans le magnifique livre qu'il publie ces jours-ci, *L'Ordre économique mondial* (Fayard). Un livre ardu et touffu, mais qui jette un

éclairage pragmatique et historique sur ce qui est en train de devenir le fourre-tout de la mondialisation.

VOIR PAGE A 8: MONDIALISATION

Claude Chiasson

Le spécialiste des finances personnelles au Québec.

Vos placements

Le samedi et le mardi dans LE DEVOIR

• LES ACTUALITÉS •

Marche de protestation



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

LE «COMITÉ DE DÉFENSE de la maison Notman et de l'hôpital Saint-Margaret» a rassemblé environ 200 personnes hier à Montréal pour une marche de protestation contre les projets de transformation de la maison Notman en un complexe hôtel-bar-restaurant. Le comité s'en prend à l'administration municipale qui a autorisé cette transformation, et ce, pour un bâtiment magnifique construit en 1845 rue Sherbrooke et classé monument historique en 1979. Le conseiller municipal Michel Prescott, qui appuie les opposants au projet, demande l'intervention de la ministre de la Culture Diane Lemieux.

Nouvelle biographie de Parizeau

La CIA s'intéressait de près au PQ

PRESSE CANADIENNE

L'ancien premier ministre québécois Jacques Parizeau affirme que les responsables de la CIA, le service d'espionnage et de contre-espionnage des États-Unis, et du Pentagone l'ont longuement interrogé sur les visées séparatistes du Québec, lors d'un entretien secret.

M. Parizeau fait cette révélation dans une biographie non autorisée intitulée *Le Croisé*, signée par le journaliste Pierre Duchesne. Des extraits de cet ouvrage sont publiés dans la toute dernière édition de l'hebdomadaire *L'actualité*.

Dans ce livre, devant paraître la semaine prochaine, l'ex-premier ministre avance avoir pressé les Américains de ne pas espionner ou infiltrer le Parti québécois (PQ), alors à ses débuts. M. Parizeau dévoile également les détails entourant l'épisode de la CIA, entre autres.

Il affirme ainsi avoir été contacté par M. Dale Thomson, alors directeur du programme d'études

canadiennes à l'Université Johns Hopkins, à l'automne de 1969, à l'époque que le PQ effectuait ses premiers pas. M. Thompson, qui connaissait M. Parizeau depuis des années, aurait informé ce dernier que certaines personnes aux États-Unis souhaitaient le rencontrer. «D'accord, quand?» aurait répondu le futur premier ministre. «Demain», aurait précisé M. Thomson.

M. Parizeau aurait pris un vol à destination de Chicago, où il aurait rencontré, dans un manoir sis sur la rive du lac Michigan, une trentaine de personnes parmi lesquelles se seraient trouvées des responsables de l'ambassade canadienne, des Affaires étrangères, du Pentagone, du département d'État américain et de la CIA, selon ce qui est écrit dans *Le Croisé*.

À la suite d'un repas somptueux, M. Parizeau, à l'époque professeur d'économie, se serait retrouvé, nerveux, devant trois rangées de responsables qui l'ont bombardé de questions sur les projets du PQ quant à l'indépendance du Québec.

L'idée d'un Parti des régions fait son chemin

Si jamais elle voit le jour, la nouvelle formation sera de centre-gauche et souverainiste

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

À la faveur d'une grogne quasi viscérale contre les fusions municipales forcées, l'idée de la création d'un parti régional germe au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Et le mouvement s'étend vraisemblablement à quatre autres régions du Québec.

Le programme d'un tel parti à naître serait concentré principalement sur le développement économique et social des régions. Son étiquette serait de centre-gauche. Ses futures assises pourraient s'appuyer sur l'adhésion de quelque 3000 personnes que compte le Rassemblement des citoyens pour un regroupement municipal harmonieux.

C'est d'ailleurs dans la foulée de la mobilisation des citoyens de La Baie contre la réorganisation municipale menée par la ministre Louise Harel que l'idée d'un parti des régions est née. Mais le Rassemblement n'a pas comme objectif de devenir un parti, se défend le leader Gérard Morin. «Ce serait plutôt une conséquence, un effet de la mobilisation. Il y a ce dossier de la fusion mais il y a aussi une multitude de petits événements qui ont montré que le gouvernement n'a pas la même sensibilité envers les régions que jadis. Il y a donc beaucoup de mécontentement et il y a peut-être seulement le gouvernement qui ne le voit pas», a expliqué au *Devoir* M. Morin.

Ex-militants péquistes

Député péquiste de la circonscription de Dubuc jusqu'en 1998, M. Morin n'est pas le seul militant du Parti québécois déçu à se retrouver au sein du Rassemblement. Le groupe est principalement constitué d'ex-militants péquistes dont d'anciens dirigeants d'instances régionales du PQ. Des citoyens d'allégeance libérale s'y retrouvent également, «heureux qu'une petite révolution mijote».

Gérard Morin reconnaît que l'intention de créer une formation politique faisant la promotion d'une véritable décentralisation des pouvoirs a d'abord pris l'allure d'une menace. Question d'ébranler le gouvernement du Parti québécois, le Rassemblement a annoncé publiquement la possibilité de présenter des candidats souverainistes indépendants là où seront déclenchées éventuellement des élections complémentaires (Jonquière, Lavolette, Labelle). Une semaine après la dégelée du Parti québécois dans la circonscription de Mercier, Ville de La Baie faisait paraître dans le *Devoir* un message publicitaire non équivoque: «M. le premier ministre, ne faites pas de Dubuc votre prochain Mercier!».

Mais, de fil en aiguille, l'idée a pris de l'ampleur, répondant aux attentes de la population selon Gérard Morin. Des discussions ont été entreprises avec des gens de l'Abitibi, de la Côte-Nord et du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie. «On ne veut pas se dire un parti des régions juste pour récupérer le vote. Le nom serait clair. Et ce serait un parti fondamentalement souverainiste», dit M. Morin.

Des contacts

La même idée fait également son bout de chemin du côté d'autres groupes de nature politique: la Société du 14 juillet et le Parti du partage et de la solidarité. Un mémoire sur la question circule. Mais cela semble pour l'instant des groupes mineurs.

Par ailleurs, des contacts ont été faits avec le Rassemblement pour l'alternative progressiste (RAP) qui a ouvert la porte au comité de liaison qui regroupe entre autres le Parti de la démocratie socialiste, le Parti vert et des groupes sociaux, afin d'échanger de l'information et se concerter sur des dossiers.

Somme toute, le parti des régions se limite donc pour l'instant à une proposition mais qui attend l'occasion pour prendre forme. «S'il y a au moins 75 % d'opportu-

nisme électoraliste à court terme dans la menace qu'on laisse planer en agitant le spectre du parti des régions, il pourrait y avoir, je pense, des gens qui adhèrent à cette idée-là. Il y a assez de gens pour former un noyau et s'organiser», estime Pierre Dostie du RAP au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Pourrait-il s'agir de créer une vaste coalition, un peu comme celle qui a été créée pour l'élection complémentaire de Mercier qui a permis au candidat représentant le rassemblement de partis de gauche de réaliser un score de 24 %? Selon M. Dostie, le modèle de Mercier est difficilement applicable dans le contexte d'élections générales. Pour maintenir leur autorisation de parti auprès du Directeur général des élections, les partis doivent présenter au moins 20 candidats. Il pourrait toutefois y avoir une entente de non-agression entre les partis dans certaines circonscriptions, question d'éviter la division du vote progressiste, à moins qu'une nouvelle bannière ne soit créée. La question sera débattue au sein du RAP le mois prochain.

Pour l'instant, le RAP propose une décentralisation des pouvoirs vers les régions, rappelle Pierre Dostie. Est-ce que ce sera suffisant? «Il y a un mouvement de fond très intéressant de renouvellement de la politique», souligne M. Dostie.

«Il y a des gens qui nous interpellent pour qu'on aille plus loin. Mais la priorité immédiate, c'est de contrer la fusion. Quand le dossier sera réglé, on fera quelque chose. [...] Si on avait vendu des cartes à tous ceux qui sont en maudit contre le gouvernement qui n'écoute plus rien, on serait rendu à plus de 3000 membres», affirme M. Morin. Ce dernier rappelle que la région a déjà montré sa capacité de ne pas jouer les bœuf-oui-oui lors des élections fédérales, ignorant un candidat du Bloc québécois imposé par le chef. «Le gouvernement peut voir cela comme une conjoncture particulière mais, si ça prend d'autres Mercier, il va en avoir», tranchet-il.

LE LEXUS RX 300 2001



En prime : l'admiration et l'envie de tous.

Vous savez déjà que le RX 300 est doté de caractéristiques spéciales comme un dispositif de contrôle du dérapage du véhicule, quatre roues motrices, un régulateur de traction et des freins ABS. Mais sachez qu'en optant pour l'achat ou la location-bail d'un RX 300 Édition limitée, vous en aurez encore plus pour votre argent, 2 250 \$ de plus, en fait ! Les deux versions comprennent : intérieur cuir, sièges avant chauffants, panneau de toit transparent et rétroviseurs à atténuation électrochromique. L'Édition Luxe a des garnitures en ronce de noyer, alors que l'Édition Sport, elle, est rebaussée de garnitures en aluminium brossé (et d'un aileron arrière). Inutile de dire qu'au volant, vous ferez l'objet de l'admiration et de l'envie de tous. Pour l'adresse d'un concessionnaire Lexus ou pour des renseignements : 1 800 26-LEXUS www.lexus.ca

LE RX 300 ÉDITION LUXE
575 \$⁺ Au prix de
PAR MOIS 51 250 \$

LE RX 300 ÉDITION SPORT
585 \$⁺ Au prix de
PAR MOIS 51 850 \$

À la conquête de la perfection.



*Le taux d'intérêt de 6,9 % s'applique à des plans de location de 36 mois de Toyota Crédit Canada sur approbation du crédit pour les véhicules Lexus RX 300 2001 neufs. Cette offre s'applique uniquement aux véhicules en stock chez le concessionnaire et elle ne peut être combinée à aucune autre offre. EXEMPLE DE PAIEMENT : RX 300 (Groupe B). Taux d'intérêt de 6,9 % - Durée : 36 mois - PDSF : 51 250 \$ - Acompte ou échange équivalent : 9 500 \$ - Mensualité de location : 575 \$ - Dépôt de garantie : 500 \$ - Limite de kilométrage : 24 000 km par an. Frais de transport et de préparation, assurance et toutes taxes applicables en sus. Voyez votre concessionnaire Lexus le plus près pour plus de détails. L'offre prend fin le 2 avril 2001. Le modèle peut être montré avec un équipement en option. *Le taux d'intérêt de 6,9 % s'applique à des plans de location de 36 mois de Toyota Crédit Canada sur approbation du crédit pour les véhicules Lexus RX 300 2001 neufs. Cette offre s'applique uniquement aux véhicules en stock chez le concessionnaire et elle ne peut être combinée à aucune autre offre. EXEMPLE DE PAIEMENT : RX 300 (Groupe C). Taux d'intérêt de 6,9 % - Durée : 36 mois - PDSF : 51 850 \$ - Acompte ou échange équivalent : 9 500 \$ - Mensualité de location : 585 \$ - Dépôt de garantie : 500 \$ - Limite de kilométrage : 24 000 km par an. Frais de transport et de préparation, assurance et toutes taxes applicables en sus. Voyez votre concessionnaire Lexus le plus près pour plus de détails. L'offre prend fin le 31 mai 2001. Le modèle peut être montré avec un équipement en option.

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

EN BREF

Eau contaminée : plus de tests

(PC) — Dans un rapport qui porte sur les opérations des usines de traitement de l'eau et des égouts de North Battleford, le gouvernement de la Saskatchewan recommande aux autorités de cette municipalité de procéder à davantage de tests, et ce, plus souvent. « Il y est suggéré que nous fassions certains tests plus souvent, parce que l'usine de traitement de l'eau est située plus en amont que le voudraient les normes en vigueur », a déclaré en entrevue le maire de North Battleford, M. Wayne Ray, hier. Le rapport du ministère de l'Environnement de la Saskatchewan a été rédigé à l'intention de la ville après qu'eut été décelée la présence du parasite cryptosporidium dans ses réserves d'eau potable. Les 14 000 résidents de North Battleford sont contraints de faire bouillir leur eau depuis 11 jours, les autorités tentant d'éliminer des réserves d'eau locales la présence du parasite qui peut être mortel. De nouvelles installations de traitement des égouts doivent entrer en opération, mais seulement en 2003. Plus de 100 personnes ont dû se rendre à l'hôpital, ces dernières semaines, souffrant de diarrhée, de crampes et de fièvre.

Menace de grève des employés d'entretien

(PC) — Les employés d'entretien ménager des immeubles à bureaux du Québec ont la ferme intention d'améliorer leurs conditions de travail. Hier matin, les membres de l'ouest du Québec ont voté massivement en faveur du déclenchement de moyens de pression pouvant aller jusqu'à la grève. Au Québec, les 4500 membres de l'Union des employés de service, affilié à la FTQ, ont un taux horaire moyen de 12,15 \$ pour les travaux lourds et 11,75 \$ pour les travaux légers. Ils souhaitent obtenir des hausses de salaire de 6 % par année sur trois ans. Les membres des autres régions voteront aussi, cette semaine.

Québec confirme l'octroi d'une subvention de deux millions pour le Tazmahal

Il reste deux autres millions à trouver auprès d'Ottawa et du secteur privé

BERNARD LAMARCHE
LE DEVOIR

Les «skateurs», les tripeux de BMX et les amateurs de rollerblade avaient de quoi fêter hier. À l'emplacement de l'ancien incinérateur Des Carrières, l'endroit choisi pour relocaliser le roulodome Tazmahal, délogé du Palais du Commerce par la Grande Bibliothèque, les ministres Gilles Baril et Richard Legendre ont confirmé l'octroi d'une subvention de deux millions.

En présence du maire Bourque, qui a dit vouloir «donner droit de cité aux jeunes», une centaine de jeunes, de parents, de représentants de groupes communautaires du quartier Rosemont-Petite-Patrie ont arrosé cette annonce d'une généreuse salve d'applaudissements. Le ministre d'Etat aux Régions et ministre de l'Industrie et du Commerce, Gilles Baril, et le ministre délégué au Tourisme, au Loisir et au Sport, Richard Legendre, ont donné un coup de roue monstre au projet de recyclage de l'ancien incinérateur.

L'ancien incinérateur, actuellement utilisé comme stationnement d'équipement lourd et comme bureaux, sera vidé, nettoyé et reconstruit en partie pour recevoir une foule de jeunes à roulettes. La centaine d'employés de la ville qui y travaillent encore seront relocalisés, a affirmé le maire. La qualité des sols a déjà été étudiée. Il n'y aurait rien de majeur de ce côté, selon Bourque.

Fermé depuis le 18 mars, le Tazmahal peut maintenant se concentrer sur la recherche de subventions au fédéral et de fonds privés pour mener à terme le montage financier de 4,2 millions nécessaires à la réfection des lieux. Michel Comeau, directeur du roulodome, a révélé au

Devoir hier que les discussions avec le gouvernement fédéral étaient très positives. L'aide du gouvernement québécois est conditionnelle à celle de son homologue fédéral.

En attendant, le ministre Baril a parlé d'une véritable «renaissance». Selon lui, le Tazmahal est «porteur de valeurs fortes et profondes». Richard Legendre, anciennement associé au monde du tennis, a quant à lui vanté la modernité de ce sport «très télévisuel» et se disait heureux du fait que des jeunes pourraient s'entraîner de «façon sécuritaire et encadrée».

L'administration Bourque avait eu maille à partir avec les «skateurs», il y a quelques années, lorsque le mobilier de la place Vauquelin, attenante à l'hôtel de ville, a été grandement détérioré par les cabriolets des amateurs du genre. Le maire a toujours appuyé les activités du Taz et disait hier en entrevue au Devoir encourager les jeunes à s'exprimer sur roulettes, «mais pas partout». Bourque a dit avoir reçu des milliers de courriels appuyant la sauvegarde du Taz, qu'il pensait verser à ce qui pourrait devenir des archives de choix pour le centre.

De l'espace

Il y aura tout l'espace nécessaire pour ce moyen d'expression dans le nouveau Taz. L'espace est idéal: espaces sans colonnes, hauteur adéquate pour les sauts, plusieurs paliers qu'il est possible de relier par des rampes. Plusieurs des intervenants ont fait de la rampe typique du bâtiment un emblème du site, qui semblait ainsi prédestiné.

La fameuse rampe sera récupérée et modifiée pour la rendre plus «extrême».

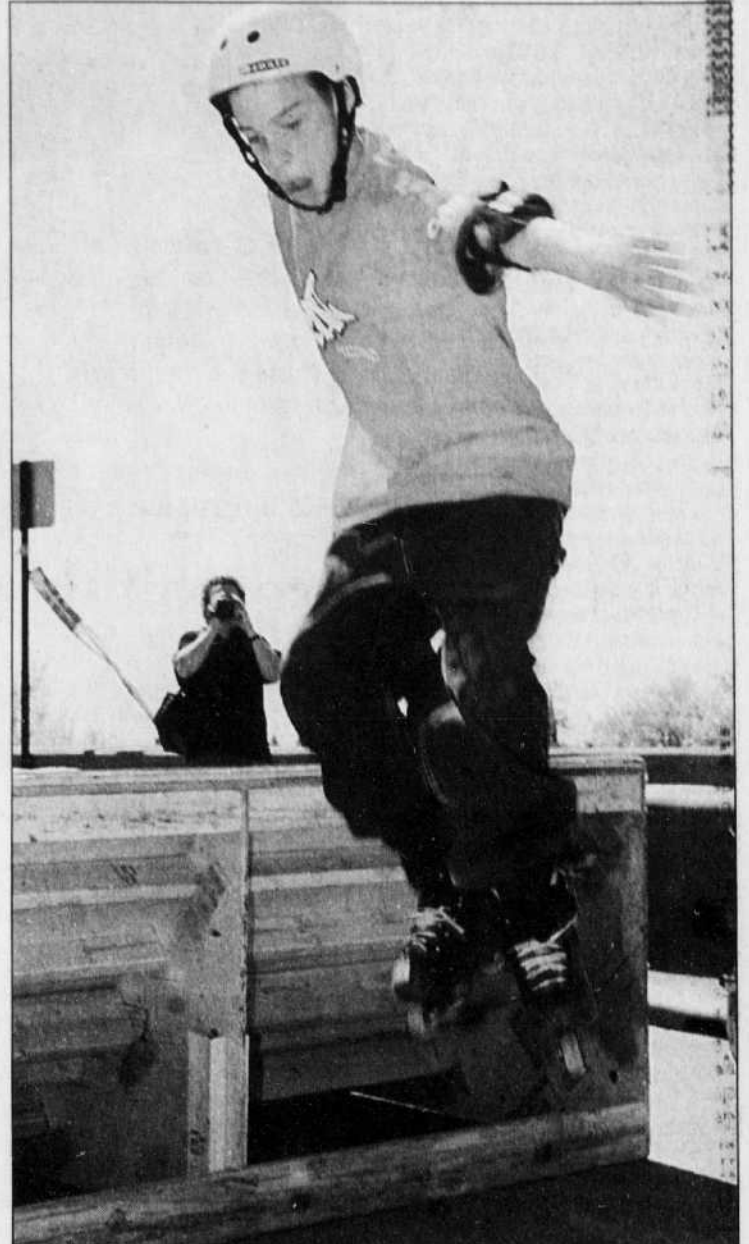
Équipé de ses patins, de son casque et de ses protecteurs de poignets, Michel Comeau a expliqué les détails de l'aménagement conçu par l'architecte André Fortin. Une boutique, un restaurant, des espaces pour accueillir des organismes communautaires, le centre va contenir tout cela. Comeau, qui ne semble jamais à court d'idées, disait aussi vouloir pour les jeunes un centre de formation des différents métiers reliés à un roulodome, notamment en ce qui a trait aux services offerts et la menuiserie nécessaire à la construction des rampes.

Avec un «skate park» intérieur de 33 000 pieds carrés, un peu moins que l'original, et une zone pour le patinage familial, le Tazmahal connaîtra, a déclaré Comeau, «une légère expansion» de 8000 pieds carrés au total.

La phase I des travaux, si tout va bien, devrait être terminée pour décembre 2001. La phase II, qui prévoit la récupération des incinérateurs, suivra, aucun échéancier n'étant prévisible. «Quelque part en 2002», précisait l'architecte responsable du projet. En revanche, ce dernier a révélé au Devoir prôner ce qu'il appelle un «guerilla design», avec peu de moyens, respectueux du caractère industriel de l'édifice, sur lequel les jeunes «connectent».

À terme, le Tazmahal aimerait construire une piste de terre pour le BMX. Mais, avant, il faut trouver le restant de l'argent manquant.

La phase I des travaux, si tout va bien, devrait être terminée pour décembre 2001



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Quelques habitués du Tazmahal, dont le jeune Julien Minville, ont donné hier une démonstration de leur savoir-faire sur le futur emplacement du roulodome, l'ancien incinérateur Des Carrières, où se tenait une conférence de presse.

ZLEA: Baril n'est pas d'accord avec Parizeau

PRESSE CANADIENNE

Le ministre québécois de l'Industrie et du Commerce, Gilles Baril, ne partage pas le pessimisme de Jacques Parizeau en ce qui a trait à la Zone de libre-échange des Amériques.

L'ancien premier ministre du Québec soutenait dans une lettre adressée au Devoir samedi que la ZLEA donnera plus de droits aux entreprises qu'aux États et qu'elle

est pire en ce sens que l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI).

M. Baril rétorque que Québec a pris les moyens pour se défendre contre les effets négatifs que pourrait avoir la ZLEA en s'assurant que tout traité impliquant la nation québécoise soit ratifié par l'Assemblée nationale.

Il croit que le débat qu'a suscité la tenue du Sommet de Québec aura aussi des effets bénéfiques.

Les satellites confirment l'expansion de nos forêts.

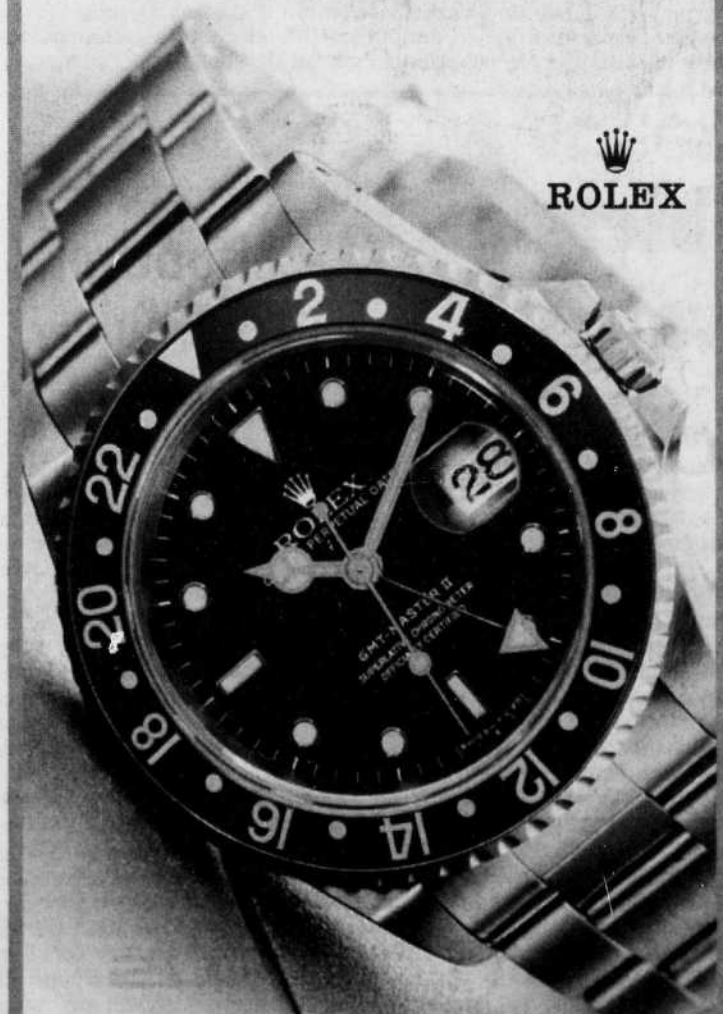
Pendant des décennies, les scientifiques ont photographié par satellite les forêts canadiennes et américaines — tous les jours, quatre fois par jour. Après trente ans, le portrait global est encourageant : les analyses par satellite confirment que les forêts d'Amérique du Nord ont pris une expansion de 20 %. Venez découvrir toutes les réalités entourant la croissance forestière. Appelez-nous pour une visite au 1 888 399-TOUR ou visitez notre site: www.informationsforets.com

Nous pensons pour demain. Venez voir.

Association des produits forestiers du Canada

Bijouterie
Gambard

Vente et service technique



GMT-Master II
en acier et or 18 carats

630-A RUE CATHCART, MONTRÉAL, CENTRE VILLE • TÉL.: 866-3876

• LES ACTUALITÉS •

Le pape à la mosquée des Omeyyades

Jean-Paul II prône le pardon mutuel entre chrétiens et musulmans

REUTERS ET AFP

Damas — Premier pape à pénétrer dans une mosquée, Jean-Paul II a exhorté hier aux Omeyyades de Damas catholiques et musulmans au pardon mutuel pour les événements du passé.

Parlant à l'intérieur de la célèbre mosquée des Omeyyades, qui abrite le tombeau présumé de saint Jean-Baptiste, il a affirmé que la croyance religieuse ne pouvait en aucun cas justifier le recours à la violence. «Plus jamais de communautés en guerre», a-t-il lancé.

Le pape, qui avait déjà lancé le rapprochement avec les juifs en se rendant en 1985 à la synagogue de Rome, a déclaré qu'il était temps de tourner la page aussi avec les musulmans.

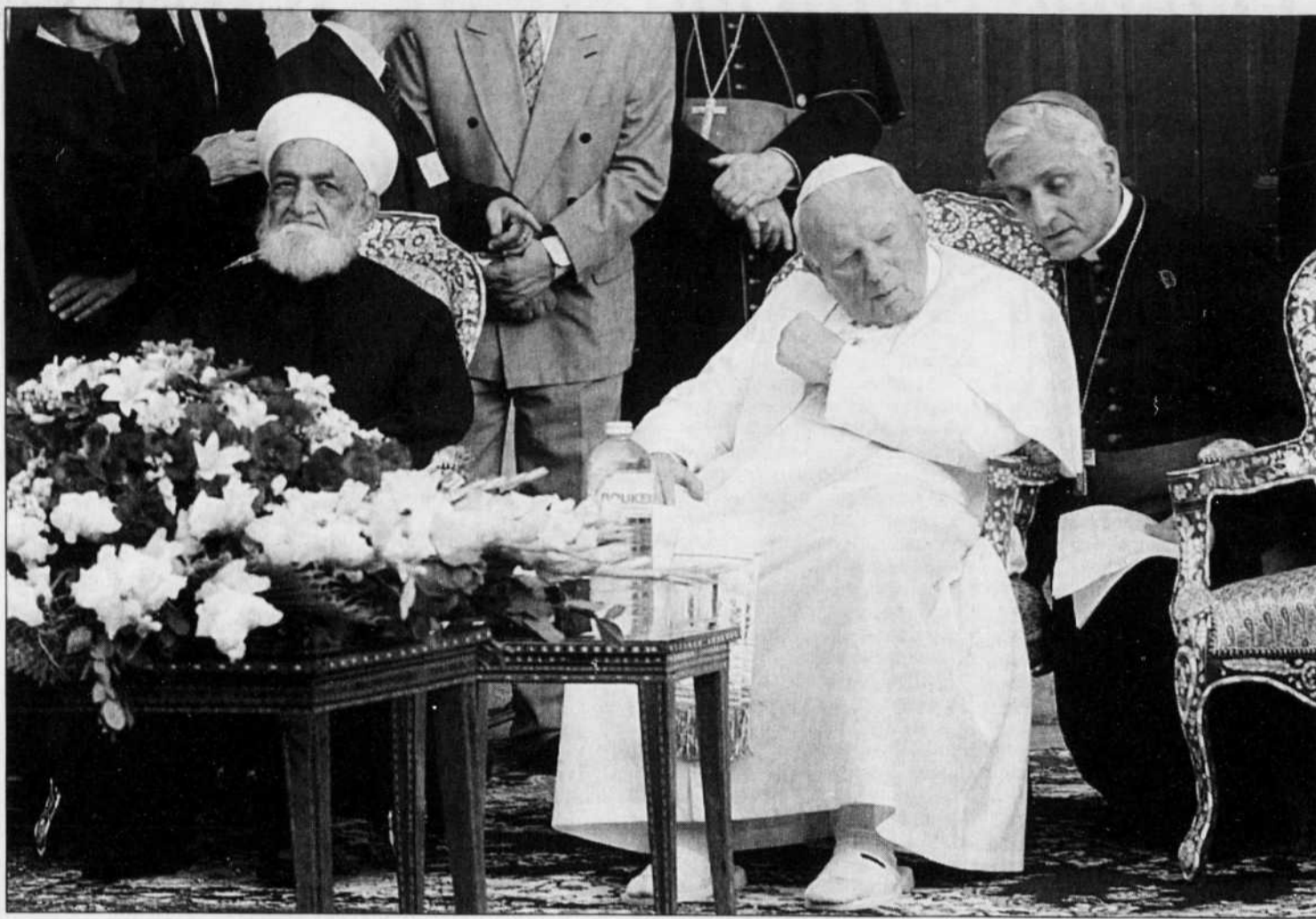
«Pour toutes les fois où les musulmans et les chrétiens se sont offensés mutuellement, nous devons rechercher le pardon auprès du Tout-Puissant et nous proposer le pardon mutuel», a-t-il affirmé devant plusieurs dignitaires musulmans.

«Une meilleure compréhension mutuelle va certainement conduire à une nouvelle manière de présenter nos deux religions, pas en opposition comme cela a trop souvent été le cas par le passé, mais en partenariat pour le bien de la famille humaine.»

Le vieux pape, avançant péniblement aidé de sa canne, s'est d'abord rendu dans une salle, à gauche du portique d'entrée, où il s'est assis quelques instants avec le grand mufti de Syrie, cheikh Ahmed Kaftaro.

«Saint père vous ne pouvez pas savoir combien je suis heureux aujourd'hui». Le cheikh, revêtu d'un long caftan noir, a accueilli le pape par ces paroles en arabe. «Je me souviens bien des deux fois où je vous ai rencontré au Vatican mais je n'aurais jamais imaginé vous retrouver dans cette mosquée.»

«Cette mosquée c'est une occasion qui va au delà de l'histoire et qui portera beaucoup de fruits, à commencer par le rétablissement de la paix dans le monde», a-t-il ajouté affirmant «parler au nom de tous les



Premier pape de l'histoire à pénétrer dans une mosquée, Jean-Paul II a été accueilli aux Omeyyades par le grand mufti de Syrie, cheikh Ahmed Kaftaro.

autres cheikhs. Cette Mosquée est la mère des mosquées.»

«C'est un moment de nouvelle tolérance et en même temps, je voudrais que ce soit un moment de grande espérance pour les Arabes qui souffrent», a conclu le mufti citant «la Palestine, le Liban sud, les arabes de Jérusalem.»

Le pape vêtu d'une soutane blanche, a répondu: «C'est la première fois en 2000 ans qu'un pape entre dans une mosquée. Je peux dire que je suis heureux.»

Le mufti a alors donné une paire de chaussons blancs au pape qui s'était déchaussé et les deux octogénaires ont retraversé le portique d'entrée pour gagner la grande salle de prière.

Dans cette pièce longue de 122 mètres, à gauche de la chaire d'où prêchait l'imam, se dresse le cénotaphe de Saint Jean Baptiste, vénéré par les musulmans sous le nom de Yahya. Le mémorial est un cube de verre coloré soutenu par six colonnes de marbres et surmonté

d'une coupole. Traversant à petit pas la salle en écoutant les explications d'un responsable de la mosquée, le pape s'est rendu devant le cénotaphe. «Nous vous laissons avec Dieu», a dit le responsable de la mosquée s'écartant avec le reste de l'assistance.

Appuyé de la main droite sur une colonne, l'autre sur sa canne, les yeux quasiment fermés, le souverain pontife s'est recueilli pendant deux minutes environ, semblant réciter une prière silencieuse,

immobile. Il est ensuite ressorti dans la cour centrale de la mosquée et a pris place sur un simple fauteuil entre le mufti et le ministre des Biens religieux, Mohammad Zyada.

Le président israélien indigné

L'appel du pape est une nouvelle étape de son plaidoyer pour le pardon. Lors d'un discours prononcé vendredi en Grèce, il avait demandé le pardon de Dieu pour les pé-

chés commis par les catholiques envers les orthodoxes au cours du dernier millénaire.

A Damas, Jean-Paul II s'est exprimé dans un cadre empreint d'histoire. Après avoir été un temple païen, la mosquée des Omeyyades est devenue une église au IV^e siècle avant de devenir une mosquée à la suite de la conquête de Damas par les Arabes en 639.

Le pape a profité de l'occasion pour dénoncer tous les intégrismes religieux.

«La violence détruit l'image du Créateur et ne doit jamais être considérée comme le fruit de la croyance religieuse», a-t-il dit.

Dans la matinée, Jean-Paul II avait prononcé devant quelque cinquante mille fidèles réunis dans un stade de Damas une homélie appelant une nouvelle fois à la paix au Proche-Orient.

«Sur cette terre sacrée, les chrétiens, les musulmans et les juifs sont appelés à travailler ensemble avec confiance et vigueur et à faire en sorte qu'advienne sans délai le jour où les droits légitimes de tous les peuples seront respectés», a déclaré le pape.

Des milliers de personnes se sont massées dans les rues pour assister au passage de la «papamobile» et l'arrivée du pape dans le stade d'Addassides a été saluée par des «Alleluia» scandés par des dizaines de milliers de personnes.

La Syrie compte environ 2,4 millions de chrétiens sur un total de 17 millions d'habitants.

La visite historique du pape en Syrie a toutefois été marquée par les polémiques soulevées par le discours prononcé à la veille de son arrivée par le président syrien Bachar al-Assad.

Dans son allocution, Assad avait notamment comparé les souffrances des Arabes de la région à celles connues par Jésus-Christ aux mains des Juifs au premier siècle de notre ère.

Indigné, le président israélien Moshe Katzav a qualifié hier son homologue syrien d'«antisémite» et a exhorté le Vatican à réagir.

Fatigué mais heureux

Tito est de retour sur terre

REUTERS

Astana, Kazakhstan — L'homme d'affaires américain Dennis Tito, premier touriste payant de l'espace, est revenu sur Terre hier matin à bord d'un vaisseau Soyouz après un voyage historique d'une semaine à bord de la station spatiale internationale (ISS).

Ralenti par des parachutes, le vaisseau Soyouz ramenant sur terre Tito et deux cosmonautes russes a atterri à 10h41 dans la steppe kazakhe.

L'annonce de l'atterrissage a été saluée par quelques applaudissements au centre de contrôle spatial, situé aux environs de Moscou.

«Tout s'est passé normalement. Les réacteurs ont bien fonctionné, le vaisseau s'est posé», a déclaré à Reuters par téléphone un porte-parole du centre.

Dennis Tito, accompagné des

Russes Talgat Moussabaïev et Iouri Batourine, avait décollé il y a huit jours du cosmodrome de Baïkonour pour un voyage d'une semaine à bord de l'ISS. Tito a versé aux Russes 20 millions de dollars pour réaliser le rêve de sa vie, non sans provoquer une querelle russo-américaine, la NASA ayant formulé de vives objections à l'entreprise et exprimé l'intention de réclamer des dédommagements aux Russes, lesquels ont tourné ces griefs en dérision.

Il ne semblait cependant pas y avoir de tensions entre le multimillionnaire californien et les membres de l'équipage de l'ISS au moment des au-revoir à bord de l'ISS, apparemment très chaleureux.

«Une expérience incroyable»

Tito, qui a souffert de nausées au début de son voyage dans

l'espace, était souriant mais fatigué à son retour. Incapable de marcher après huit jours en apesanteur, il a dû monter dans un fauteuil roulant.

«Vous voyez, je suis encore habitué à l'apesanteur», a-t-il déclaré à la presse avant de monter dans un hélicoptère devant le conduire dans la capitale Astana, à 300 kilomètres de là. «Mais j'ai adoré ce voyage. J'ai enfin réalisé mon rêve.»

Tito et ses compagnons devaient être reçus par le président kazakh Nursultan Nazarbàiev.

Une conférence de presse était également prévue une fois effectués des examens médicaux de routine pour les voyageurs de l'espace.

Repoussant les critiques, Tito a déclaré avoir vécu, à 60 ans, «une expérience incroyable».

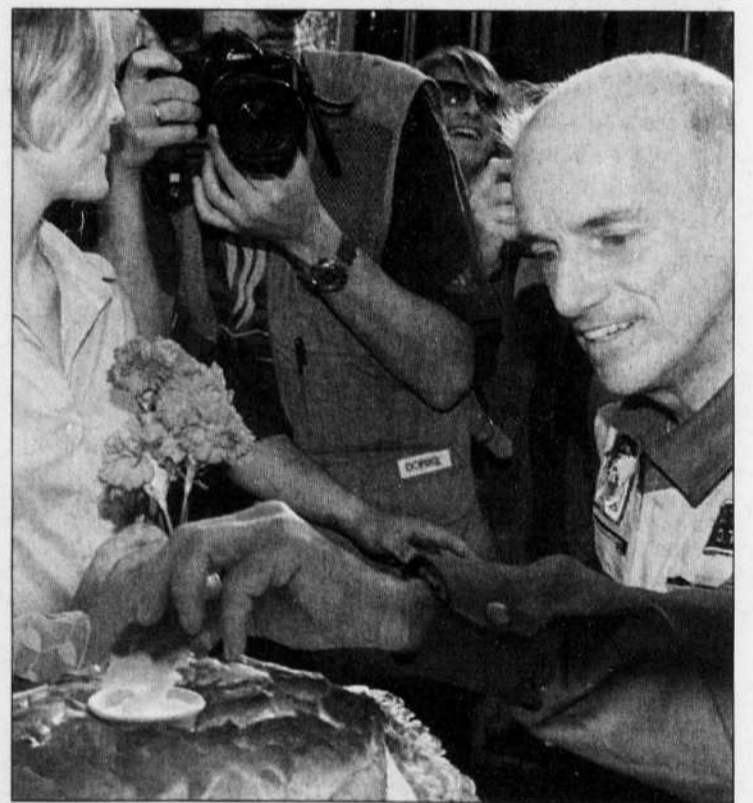
L'ancien sénateur et astronaute américain John Glenn s'est élevé samedi contre ce voyage.

«Je ne lui reproche pas d'avoir voulu monter là-haut, a dit Glenn à CNN. Et il a raison. C'est une expérience incroyable [...] Je crois simplement qu'il s'agit d'un mauvais usage de vaisseau spatial, c'était en principe destiné à la recherche.»

Véritable touriste de l'espace, Tito a pris de nombreuses photos de la Terre et écouté des airs d'opéra durant son voyage, et précisé qu'il avait dormi «comme un bébé».

La NASA, qui n'a jamais caché son désaccord à propos de cette visite, a imposé que Tito soit escorté dans les parties américaines de l'ISS. L'homme d'affaires s'est également engagé à payer tout ce qu'il casserait.

L'ISS est un projet international auquel participent la Russie, les États-Unis, l'Europe, le Canada et le Japon. Elle doit être opérationnelle en 2006.



À son arrivée à l'aéroport Chkalovsky, près de Moscou, le premier touriste de l'espace, l'homme d'affaires Dennis Tito, a été reçu par une horde de journalistes et de fans enthousiastes qui lui ont offert le traditionnel gâteau de bienvenue.

«Cerveau» du vol du siècle

Biggs a mis fin hier à 36 ans de cavale

AGENCE FRANCE-PRESSE

Rio de Janeiro — Ronald Biggs, le «cerveau» de l'attaque du train postal Glasgow-Londres en 1963, a mis fin hier à 36 ans de cavale et à 31 ans d'exil au Brésil quand l'avion privé le ramenant à Londres a décollé en fin d'après-midi de l'aéroport international de Rio.

Selon l'AFP sur place, le «voleur du siècle», qui souffre des séquelles de deux hémorragies cérébrales et qui est très diminué physiquement, a été placé sur une chaise roulante à sa descente d'un minibus sur le terminal cargo où se trouvait l'avion.

Il a été escorté par la police fédérale brésilienne jusqu'à l'appareil, un Falcon 900 de 14 places, portant le matricule FGSCN, dont l'équipage est français affrété par le tabloïde britannique *The Sun*. Deux journalistes de ce quotidien se trouvent à bord.

Le Falcon fera une escale technique à la Ilha do Sal (Cap Vert) et le temps de vol prévu jusqu'à Londres est de 13 heures.

Biggs est arrivé à 15h locales à l'aéroport international de Rio dans un minibus portant des étiquettes du journal *The Sun*.

En raison de la bousculade provoquée par les journalistes et photographes, Biggs, qui porte un chapeau, n'avait pu descendre et l'autobus s'était éloigné du terminal II.

La sécurité a alors placé des barrières de protection pour permettre au minibus de revenir mais, peu

après, barrières et chaise roulante étaient retirées et un responsable des autorités aéroportuaires (Infraero) a expliqué que l'autobus était parti au terminal I.

Là, Biggs est entré normalement dans les locaux de la police fédérale pour procéder aux formalités, a précisé ce responsable, Wilson Massa.

Condition mentale

Avant qu'il ne prenne place à bord de l'avion, la police fédérale brésilienne devait «inviter» Ronald Biggs à signer de sa propre main une déclaration affirmant qu'il quittait le Brésil «de son plein gré». Cela n'a pas encore été confirmé par la police.

L'avocat de Ronnie Biggs, M^r Wellington Mousinho Lins dos Santos, a estimé que son client rentrerait en Grande-Bretagne «de son plein gré» mais qu'à son avis il n'était pas en condition mentale pour faire un tel choix.

Si on ne lui fait pas signer de déclaration à la police fédérale et pas passer d'examen médical prouvant qu'il a toutes ses facultés mentales, «je porterai plainte pour «enlèvement», avait déclaré samedi M^r Mousinho.

Refugié au Brésil depuis 31 ans, très diminué par deux embolies au cerveau en 1998 et 1999 et une chute en 2000, Biggs ne peut plus s'exprimer que par écrit et très difficilement.

Arrêté après l'attaque du train postal, il avait été condamné en 1964 à 30 ans de prison et s'était évadé l'année suivante.

IRAN

Un stade s'effondre... sans faire de victimes

REUTERS

Téhéran — Le toit d'un stade de football de Sari, ville du nord de l'Iran, s'est effondré hier sur les spectateurs, blessant près de 250 personnes, annonce l'agence de presse officielle Irna.

Selon des sources hospitalières et des responsables sportifs, l'accident n'a pas été meurtrier. Un correspondant de l'agence Irna avait auparavant fait état de «plusieurs personnes» tuées ainsi que de plusieurs centaines de blessés.

La télévision d'Etat a affirmé que la plupart des blessés souffrent de lésions légères. Un hôpital de la ville a toutefois accueilli une centaine de blessés, dont l'un se trouve dans un état critique et deux autres pourraient avoir subi des lésions cérébrales.

L'accident est survenu alors qu'environ 40 000 personnes assistaient à une rencontre entre le premier club du pays, Pirouzi, et une équipe locale.

loto-québec

résultats		GAGNANTS	LOTS
6/6	0	2 194 666,00 \$	
5/6+	1	109 733,30 \$	
5/6	226	2 330,60 \$	
4/6	11 651	86,60 \$	
3/6	224 400	10,00 \$	
Ventes totales: 14 740 738 \$		Prochain gros lot (approx.): 2 000 000 \$	

résultats		GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 \$	
5/6+	0	50 000,00 \$	
5/6	38	500,00 \$	
4/6	1 192	50,00 \$	
3/6	22 096	5,00 \$	
Ventes totales: 626 793,00 \$			

résultats		GAGNANTS	LOTS
7/7	0	5 000 000,00 \$	
6/7+	1	210 576,80 \$	
6/7	69	2 670,30 \$	
5/7	4 068	161,70 \$	
4/7	89 438	10,00 \$	
3/7+	83 782	10,00 \$	
3/7	754 700	partic. gratuite	
Ventes totales: 11 208 090 \$		Prochain gros lot: 7 500 000 \$	

résultats		GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 \$	
5/6+	0	50 000,00 \$	
5/6	38	500,00 \$	
4/6	1 192	50,00 \$	
3/6	22 096	5,00 \$	
Ventes totales: 626 793,00 \$			

résultats		GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 \$	
5/6+	0	50 000,00 \$	
5/6	38	500,00 \$	
4/6	1 192	50,00 \$	
3/6	22 096	5,00 \$	
Ventes totales: 626 793,00 \$			

résultats		GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 \$	
5/6+	0	50 000,00 \$	
5/6	38	500,00 \$	
4/6	1 192	50,00 \$	
3/6	22 096	5,00 \$	
Ventes totales: 626 793,00 \$			

Le jeu doit rester un jeu

TVA, LE RESEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUEBEC

LE DEVOIR

LE MONDE



Trois militaires macédoniens surveillaient hier les positions des rebelles albanophones, au nord-est de Skopje, la capitale.

Turbulences dans les Balkans

Un pas de plus vers la guerre

Les forces macédoniennes bombardent des bastions de la guérilla albanophone

Au moment où les autorités macédoniennes menacent de déclarer l'état de guerre dans le pays, les forces gouvernementales ont recommencé hier à bombarder des villages du nord du pays considérés comme des bastions de rebelles albanophones. «L'intégrité de notre pays est menacée», a déclaré le porte-parole du gouvernement, Antonio Milososki, lors d'une conférence de presse tenue à quelques kilomètres seulement des villages bombardés.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Slupcane (Macédoine) — La Macédoine a franchi un pas de plus hier vers l'état de guerre et envisageait des mesures spéciales pour combattre la guérilla, qui a lancé de nouvelles attaques dans le nord-ouest, pendant que l'artillerie pilonnait toujours le secteur de Kumanovo.

Inquiète que cette violence ne dégénère en guerre totale, l'Union européenne a renouvelé son appel à la «retenue» à l'adresse des dirigeants macédoniens, qui devaient rencontrer dans la soirée le Haut représentant de l'UE pour la politique étrangère, Javier Solana, arrivé porteur d'un message de soutien à Skopje.

Quelques heures plus tôt, selon le ministère de l'Intérieur, la guérilla avait lancé deux nouvelles attaques contre les forces de sécurité près de Tetovo, la grande ville albanaise du nord-ouest du pays.

Ce secteur avait été en mars au centre des affrontements entre forces gouvernementales et rebelles de l'Armée de libération nationale (UCK) des Albanais de Macédoine.

Aucune précision n'a été donnée sur ces attaques, dans les localités de Sipkovic et Brodec. Plus à l'est, aux environs de Kumanovo, l'armée a poursuivi dans l'après-midi son pilonnage à l'artillerie lourde contre le village de Slupcane, au cœur de l'offensive déclenchée jeudi contre les positions de l'UCK dans le nord du pays. Terrés dans des caves, dans le noir et sans eau, des dizaines de villageois attendaient avec angoisse l'accalmie qui leur permettrait de sortir dans les rues de leur village dévasté, aux maisons éventrées ou brûlées, a rapporté un journaliste de l'AFP qui a pu gagner Slupcane.

Pendant ce temps, des centaines d'autres civils traversaient à

piéd ou en voiture le poste-frontière de Blace, vers le Kosovo, la province serbe à majorité albanaise limitrophe de la Macédoine. 2500 au total ont fui depuis jeudi, selon le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU.

Les autorités accusent les rebelles de garder de force des milliers de villageois et de les utiliser comme «boucliers humains».

Les premiers témoignages sont cependant contradictoires, certains affirmant avoir échangé leur départ contre d'importantes sommes d'argent ou des biens, d'autres disant fuir librement, par peur des bombardements.

Pas de combats directs

Malgré des mouvements de blindés et transports de troupes signalés samedi dans les zones bombardées, l'armée macédoienne, faiblement équipée et mal préparée à une guerre de guérilla, ne semble pas avoir jusqu'à présent engagé de combats directs avec l'UCK, dont les hommes avaient pris position ces dernières semaines dans les villages des environs de Kumanovo.

Le ministère de la Défense a affirmé dimanche soir que «des positions abritant des mitrailleuses et des snipers», ainsi que «des caches de munitions», avaient été détruites.

Tout près de Slupcane, un

commandant local de l'UCK, se faisant appeler Sokoli, assura aux journalistes que la guérilla était prête à «résister» et menaçait le gouvernement de propager la guerre aux autres régions du pays.

Pour élargir ses pouvoirs afin de lutter contre la guérilla, le président Boris Trajkovski s'appropriait hier soir à «entamer des consultations» avec les partis politiques et le gouvernement sur l'éventuelle instauration de l'état de guerre. Cette mesure pourrait être discutée demain au Parlement, et donnerait notamment au chef de l'Etat la possibilité de légiférer par décret, mobiliser des troupes ou placer le pays sous couvre-feu.

Cette éventualité inquiète les Européens, qui craignent que le dialogue politique prôné entre communautés comme moyen de résoudre la crise ne tourne court et que les positions des partis albanais ne deviennent plus radicales. «L'UE vous soutient fermement et nous aimerions vous voir aller de l'avant. Nous traversons une période difficile et j'espère que nous pouvons travailler afin de surmonter cette période», a déclaré à son arrivée à Skopje M. Solana, qui sera rejoint aujourd'hui dans la capitale macédoienne par le secrétaire général de l'OTAN, George Robertson.

Carte blanche à Tsahal en zone palestinienne

Les incursions de l'armée israélienne gèlent tout dialogue

REUTERS

Jérusalem — L'armée israélienne a fait hier deux incursions dans des territoires sous contrôle palestinien de Cisjordanie, faisant un mort et compromettant davantage les efforts diplomatiques visant une reprise du dialogue.

Par ailleurs, un conseiller du premier ministre israélien Ariel Sharon a rejeté l'appel de la commission Mitchell pour un gel de la colonisation israélienne dans les territoires.

L'Autorité palestinienne a accepté le projet de rapport de la commission, composée de cinq membres indépendants désignés par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

Toujours au plan diplomatique, le chef de la diplomatie égyptienne Amr Moussa a estimé que les axes majeurs du plan de paix égypto-jordanien soumis aux deux parties ne pouvaient pas, contrairement à ce que réclament les Israéliens, faire l'objet de modifications.

Celles-ci, a-t-il expliqué, constitueraient des «amendements apportés au principe même de la paix, ce que nous ne pouvons faire».

Il a concédé toutefois que des «changements de formulation» de-

meuraient possibles. Le ministre israélien de la Défense, Benjamin ben-Eliezer, a annoncé quant à lui avoir donné carte blanche à Tsahal pour pénétrer en cas de nécessité dans les territoires autonomes palestiniens.

«En principe, j'ai donné mon feu vert à toutes les incursions en zone A, si elles s'avèrent nécessaires pour garantir notre sécurité», a déclaré ben-Eliezer.

Il a reconnu toutefois qu'il n'avait pas spécifiquement donné son aval aux raids de la matinée.

Sur le terrain, des sources hospitalières palestiniennes ont indiqué que les opérations menées dans les territoires palestiniens de Beit Jala, au sud de Jérusalem, et d'el-Khader, non loin de Bethléem, avaient fait un mort et une vingtaine de blessés, dont un enfant de cinq ans.

Les raids israéliens constituent l'incursion la plus profonde dans un territoire sous contrôle palestinien depuis que l'Etat hébreu a restitué en décembre 1995 Beit Jala aux Palestiniens.

La restitution de cette localité de 15 000 âmes par Israël ainsi que celle d'autres secteurs de Cisjordanie était prévue par des accords de paix israélo-palestiniens.



Ariel Sharon dans une colonie juive de Cisjordanie hier.

EN BREF

Mort à Saragosse

Saragosse (AP) — Un responsable régional du Parti populaire du premier ministre espagnol Jose Maria Aznar a été tué par balles hier à Saragosse, assassinat attribué par la police aux séparatistes basques de l'ETA. La victime, Manuel Gimenez Abad, 50 ans, était sénateur et président du PP (conservateur) pour la région d'Aragon, dans le nord-est de l'Espagne, a précisé Mar Elosua, porte-parole du PP. L'attentat, qui a eu lieu vers 18h30 (16h30 GMT), n'a pas été revendiqué. Il a été commis une semaine exactement avant les élections législatives prévues dimanche prochain au Pays basque espagnol. Manuel Gimenez Abad a été tué de deux balles alors qu'il se rendait à pied, avec son fils, en plein centre de Saragosse, à un match de football, a rapporté la radio nationale. La police a retrouvé sur place plusieurs douilles provenant d'un 9 mm, l'arme préférée de l'ETA, a précisé l'agence de presse privée Europa Press. Depuis la rupture de sa trêve en décembre 1999, l'ETA a revendiqué ou s'est vu attribuer la mort de 30 personnes dans des assassinats ou attentats. La plupart des victimes appartenaient au Parti populaire, au pouvoir à Madrid. La Kabylie retrouve une vie normale après les émeutes

faïres en suspens depuis plusieurs jours en raison des émeutes qui avaient empêché, ces derniers jours, toute transaction. Samedi, les commerçants du centre-ville avaient, par crainte de désordre et de dégâts, partiellement respecté le mot d'ordre d'une coordination des quartiers appelant à une grève de six jours.

«Un scandale»

Washington (AFP) — La conseillère pour la sécurité nationale américaine, Mme Condoleezza Rice a affirmé hier que l'exclusion des Etats-Unis de la Commission des droits de l'homme de l'ONU et l'élection du Soudan, pays accusé de violer les droits de l'homme, était «un scandale». «Ce qui est triste, c'est que ce pays [les Etats-Unis] qui a été un phare pour tous ceux qui ont fui des tyrannies pendant 200 ans ne siège pas à cette commission et que le Soudan y soit», a affirmé Mme Rice sur la chaîne télévisée Fox News. «C'est très mauvais pour tous les gens qui ont souffert sous les tyrannies dans le monde entier et c'est un scandale», a-t-elle ajouté. Les Etats-Unis — membres de la commission depuis sa fondation en 1947 — en ont été exclus pour la première fois jeudi, lorsque les trois sièges accordés au groupe de pays occidentaux ont été attribués à la France, l'Autriche et la Suède.

Calme Kabylie

Tizi-Ouzou (AFP) — La Kabylie, notamment ses deux principales villes, Béjaïa et Tizi-Ouzou, à 250 et 110 km à l'est d'Alger, a retrouvé hier une vie normale après les sanglantes émeutes qui ont secoué cette région pendant deux semaines. Tizi-Ouzou, capitale de la Grande Kabylie, qui avait été partiellement paralysée samedi par une grève des commerçants, a retrouvé hier son activité habituelle, a constaté un journaliste de l'AFP. Les commerces, notamment dans le centre-ville, avaient tous levé leurs rideaux de fer. Dans les banques, les clients affluaient pour s'approvisionner en argent liquide et régler des af-

Toledo en tête

Lima (Reuters) — Le candidat centriste Alejandro Toledo accroît son avance sur son rival de gauche, Alan Garcia, dans la perspective du second tour des élections présidentielles péruviennes prévu le 3 juin, à en croire l'institut de sondage Datum. Toledo est crédité de 39 % des voix des électeurs, Alan Garcia de 26 % tandis que 35 % se disent certains de voter blanc. Si l'on décompte les votes nuls ou blancs, cela donne, selon Datum, 60 % pour Toledo et 40 % pour Garcia.

La Syrie a encore de beaux jours devant elle dans sa «province» libanaise

CHANTAL RAYES
LIBÉRATION

Dans tous les chefs des Eglises catholiques d'Orient, réunis au grand complet en Syrie pour la visite de Jean-Paul II, un seul manque à l'appel: le patriarche maronite, le cardinal libanais Nasrallah Sfeir, qui dirige pourtant la principale Eglise orientale d'obédience romaine. Mais cette visite, c'est le leader politique, non pas l'homme de religion, qui a décidé de la boycotter, malgré les pressions. A la tête du courant «indépendantiste» réclamant la fin de la tutelle syrienne sur le Liban, le prélat craignait une récupération politique. «Si je me rends à Damas, ma présence sera exploitée par la Syrie, expliquait-il récemment au quotidien *La Croix*. J'entends déjà les commentaires: «Voyez, le patriarche est venu. Il n'y a pas de problème.» Or, je le maintiens, il y a un problème: l'occupation syrienne du Liban.»

Longtemps taboue, la «présence» — comme on dit au Liban — de 35 000 soldats syriens entrés en 1976 est de plus en plus contestée aujourd'hui. L'Etat libanais n'a fait qu'attiser le débat en déclarant cette présence «nécessaire et légale», mais «temporaire», sans jamais motiver cette «nécessité» ni évoquer un calendrier de retrait.

Les premières voix s'étaient élevées avant le

retrait israélien du sud du Liban, en mai 2000, qui a rendu injustifiable, aux yeux des Libanais, le maintien du dispositif syrien. La mort, le 10 juin, du raïs syrien, Hafez el-Assad, a achevé de délier les langues. On appelle désormais ouvertement à un retrait syrien et à un «rééquilibrage» des relations libano-syriennes.

Mais la revendication «indépendantiste» reste largement confinée à l'opposition chrétienne, conduite par l'Eglise maronite, qui regroupe la plus grande communauté chrétienne du Liban.

Le cardinal Sfeir, autorité morale et politique, s'estime floué: les troupes syriennes ne se sont toujours pas retirées sur la Bekaa libanaise, ce qu'elles auraient dû faire en septembre 1992 selon l'accord de Taïf, qui a mis fin à la guerre du Liban (1975-1990). Or, c'est en échange si la Syrie quittait le pays, commente Joseph Samaha, rédacteur en chef du quotidien *Al-Hayat*. Du coup, les musulmans sentent que la présence de la Syrie au Liban garantit leurs acquis politiques. Ils se disent que sa tutelle est un moindre mal, même si eux aussi la rejettent.

La Syrie a encore de beaux jours devant elle dans sa «province» libanaise. Comme son père, Bachar a répété le 2 mai, dans un entretien au quotidien espagnol *El País*, que «les forces syriennes resteront au Liban jusqu'à ce que les autorités [libanaises] demandent leur départ». C'est sans risque, l'Etat libanais n'étant qu'une émanation de Damas.

Ironie du sort pour la Syrie, entrée au Liban en pleine guerre civile à la demande de la droite chrétienne en proie à la gauche et aux musulmans, qui combattaient l'hégémonie maro-

nite via les Palestiniens. À l'époque, c'est surtout l'islam qui dénonce une occupation. L'islam qui, aujourd'hui, défend la «présence» militaire syrienne.

Quasi-unanimité

La cause indépendantiste fait pourtant la quasi-unanimité parmi les Libanais. Mais, pour Damas, qui a fini par admettre le fait contestataire chrétien, tous les moyens sont bons pour empêcher un consensus national sur son retrait. La Syrie entretient les paradoxes internes. Car la polarisation confessionnelle sur son influence au Liban cache des peurs communautaires exacerbées par la guerre civile. Les musulmans se méfient encore des maronites, qu'ils soupçonnent de chercher à restaurer leur domination à travers ce combat «indépendantiste». «Les maronites, et donc les chrétiens du Liban, reprendraient du poil de la bête si la Syrie quittait le pays, commente Joseph Samaha, rédacteur en chef du quotidien *Al-Hayat*. Du coup, les musulmans sentent que la présence de la Syrie au Liban garantit leurs acquis politiques. Ils se disent que sa tutelle est un moindre mal, même si eux aussi la rejettent.»

La Syrie a encore de beaux jours devant elle dans sa «province» libanaise. Comme son père, Bachar a répété le 2 mai, dans un entretien au quotidien espagnol *El País*, que «les forces syriennes resteront au Liban jusqu'à ce que les autorités [libanaises] demandent leur départ». C'est sans risque, l'Etat libanais n'étant qu'une émanation de Damas.

É D I T O R I A L

L'apartheid des talibans

Au Parlement européen, trois Afghanes ont conté par le détail la cruauté avec laquelle les talibans traitent l'autre moitié du monde. Tout bien considéré, tout bien pesé, les talibans, avec la complicité des généraux pakistanais et des féodaux saoudiens, ont conçu un apartheid fondé sur le sexe.

Un vieil adage pachtoun stipule qu'une femme afghane ne sort de chez elle que deux fois dans sa vie: une fois pour se marier, l'autre fois pour être enterrée. À l'évidence, cet adage a désormais force de loi. Il est vrai qu'elles sortent plus de deux fois: pour faire des courses sous haute surveillance; pour faire les travaux d'esclaves imposés par les talibans qui sont majoritairement d'origine pachtoun. Les Pachtones dominent, par le nombre, le sud et l'est du pays; le nord et l'ouest proposent un profil ethnique plus morcelé. On y retrouve des Hazaras, des Tadjiks, des Ouzbeks et des Turkmènes.

Depuis leur prise de Kaboul, la capitale, en 1996, les talibans ont traduit dans les faits leur lecture ultraconservatrice du Coran en s'attaquant tout d'abord aux femmes. Cette offensive de bêtes s'est poursuivie avec d'autant plus de célérité qu'ils tenaient mordicus à renverser la tendance que les Soviétiques avaient imprimée, dans les années 80, sur la société; à savoir, une libération des femmes pour mieux déconfectionner le pays. Qui plus est, les Pachtones étant traditionnellement des paysans, ils ont redoublé d'énergie, dans la marche de leur folle entreprise, pour la raison suivante: les citadins étaient majoritairement des Tadjiks ou encore des Hazaras. Ces derniers étant d'obédience chiite, les ennemis jurés des Pachtones, les talibans ont fait d'autant

moins dans le détail: c'est avec ardeur qu'ils ont donc imposé leur vision archaïque et violente du monde.

Depuis lors, la liste des interdits ne cesse de s'étoffer, de s'allonger. À un point tel que c'est à se demander, selon les rares témoignages disponibles, s'il ne serait pas plus simple de composer l'inventaire des permissions. Toujours est-il que l'on a interdit à tout le monde de faire des photos, la télévision est proscrite comme le sont les fêtes de mariage, les cerfs-volants, les jouets et bien d'autres choses encore dont les sacs en papier et le rire aux éclats. Les hommes doivent tous porter la barbe selon une longueur fixée par des analphabètes. Les talibans en effet sont dans une écrasante majorité des illettrés.

Aux femmes on a interdit le maquillage, le port de bijoux, les chaussettes blanches, l'accès à l'éducation et bien d'autres choses encore dont le travail. Ouf! Tout travail est interdit aux femmes. Cette décision prise par des écolopés de la pensée a eu un effet terrible. À cause des guerres qui ont rythmé les vingt dernières années de ce pays, des milliers de femmes sont veuves. Résultat net, faute de pouvoir sortir seules, faute de pouvoir travailler, elles meurent par centaines, si ce n'est par milliers.

Dans l'introduction comme dans l'articulation de cet apartheid, certains appuis doivent être montrés du doigt. C'est grâce en effet à l'aide financière de l'Arabie Saoudite et au soutien militaire comme logistique des Pakistanais que les talibans se maintiennent au pouvoir. À ce propos, on se rappellera que les États-Unis leur ont prêté main-forte jusqu'à ce que Oussama Ben Laden, financier de la nébuleuse terroriste moyen-orientale, soit protégé par les fous de Dieu.

Dans le cas de l'Arabie Saoudite, son intérêt découle directement de son opposition à l'Iran chiite. Depuis l'édification d'une République islamiste, les sunnites qui forment la très grande majorité de la population saoudienne appréhendent une extension géographique du modèle iranien. Dans le cas du Pakistan, les bénéfices sont multiples. À la faveur des conflits qui se sont déroulés en Afghanistan, le Pakistan a mis un terme à une lutte frontalière qui perdurait depuis 1947. Surtout, en instrumentalisant les talibans le Pakistan s'assure un pouvoir certain sur le transport du gaz turkmène vers les mers chaudes en plus d'avoir un accès vers l'Asie centrale.

En soutenant l'apartheid que les talibans font subir aux femmes, l'Arabie Saoudite et le Pakistan s'avèrent les complices plus qu'intéressés d'un des chapitres les plus horribles qui soit. C'est le cas de le dire, ce qui se passe là-bas c'est vraiment une histoire de bruit et de fureur conçue, et non racontée, par un idiot.

struffaut@ledevoir.ca

MONIQUE SIMARD
PIERRE BEAUDET

Respectivement coprésidente et directeur d'Alternatives

Le mois d'avril nous aura apporté deux choses: le printemps depuis si longtemps attendu et, tout comme le réveil de la nature sommeillante, l'éclosion d'un extraordinaire mouvement social qui, par la pluralité de sa composition, est devenu un point de repère et de référence pour bon nombre dans la société québécoise.

Les médias n'ont pas pu ignorer cette incroyable mobilisation populaire qui traverse le Québec depuis quelque temps. Ils ont rapporté comment des gens venus de tous les milieux se sont mis à se questionner, à étudier et même à se prononcer sur des questions aussi complexes que des accords commerciaux et la mondialisation de l'économie. La télévision et les journaux ont couvert le processus laborieux et rigoureux du Sommet des peuples qui a réuni pendant quatre jours de forums, d'ateliers et une plénière, 2400 délégués provenant de tous les secteurs de la société des 35 pays des Amériques. Ils ont décortiqué, étudié et analysé le projet de la ZLEA, ou du moins ce qu'ils en savaient puisque le projet est toujours jalousement gardé secret par les gouvernements. La ZLEA était un acronyme à peu près inconnu il y a quelques mois de M. et Mme Tout-le-monde. Aujourd'hui, le public sait au moins de quoi il s'agit. Au fond, au cours des dernières semaines, on aura assisté à une grande campagne d'éducation populaire, indispensable à qui veut élargir le débat démocratique sur une enjeu aussi majeur.

Aux forums et à la plénière, s'est ajoutée en grande finale la plus grande manifestation populaire des dernières années au Québec. Des dizaines de milliers de personnes se sont déplacées sur Québec le 21 avril. Écologistes, syndicalistes, féministes, étudiants ou tout simplement citoyens et citoyennes, suffisamment préoccupés pour l'avenir de leur pays et des générations futures qu'ils sont descendus dans la rue pour signifier leur inquiétude. Pour ceux qui ont pris la peine de regarder défiler tout le cortège de sa tête à sa queue, l'arc-en-ciel qui composait tous ces groupes et des marcheurs était évident.

Pour arriver à un tel résultat, il y a eu, dans l'ombre et à l'écart des

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

Déficit démocratique

Le gouvernement regroupe huit villes de la Montérégie sans tenir compte de l'opinion des habitants de la moitié des ces municipalités. Maintenant, des non-élus, du comité de transition proposent trois noms qui serviront pour un sondage décisif de Léger Marketing. Ce nom choisi par 1000 personnes sera décrété par le conseil des ministres en juin.

Comme le poids démographique de Longueuil est assez élevé et qu'ailleurs il y a beaucoup d'indécis, que Lemoine inspire peu et Viger-sur-rive fait prétentieux, il semble que les dés soient pipés en faveur du nom Longueuil qui, avec Saint-Hubert, compte pour 23 arrondissements sur 42.

Il me semble que le comité aurait pu prendre une proposition venant de chacune des huit municipalités pour ensuite faire un sondage proportionnel au nombre de citoyens.

Mais il semble que dans ce processus de regroupement des municipalités depuis le tout début on ait oublié le respect de l'opinion démocratique des citoyens contribuables.

Cette procédure pour trouver un nom est une dépense inutile parce que non démocratique.

La nouvelle devise semble bien être «Paye et ne dis rien» au lieu de «Je ne me souviens de rien».

Jean-Paul Thivierge
Saint-Bruno-de-Montarville, 3 mai 2001

Sauter dans l'arène

Monsieur Félix-Antoine Joli-Cœur, Dans la lettre que vous avez adressée au *Devoir* en date du premier mai, vous déplorez la lourdeur des propos d'une génération qui débat de la question nationale depuis plus de quarante ans. Il est normal, il me semble, que des vieux de la vieille tels que MM. Bernard Landry ou Yves Beauchemin s'incrustent dans une rhétorique qui est bien plus le reflet d'une dynamique passée, celle qui a motivé leur engagement politique, que d'un nouveau sou-

hait. Vraiment, monsieur Joli-Cœur, qui devrait porter le flambeau d'une nouvelle vision de notre société? La génération vieillissante bien assise dans les fauteuils du pouvoir ou une plus jeune génération, confortablement avachie devant le téléviseur?

Et ce ne sont pourtant pas les questions à débattre qui manquent pour épicer la sauce nationale. Déjà, vous remettez en question avec justesse la responsabilité réelle de la fédération canadienne par rapport à l'intégrité politique québécoise. Les souverainistes n'ont jamais pu démontrer clairement en quoi le Canada appauvriissait notre identité culturelle. Il est déplorable que la fédération canadienne ne reconnaisse pas en droit notre caractère distinct. Ce qui ne nous empêche pas en fait, tout le monde en convient, d'affirmer celle-ci. Cependant, dans un contexte de mondialisation des marchés ou des problématiques cruciales mettent en jeu notre développement politique et social, comment évaluer la pertinence d'une souveraineté politique alors que la loi économique a préséance sur toutes questions nationales devant les irréductibles tribunaux que sont devenues l'OMC et C? Est-ce que le fait d'enchaîner dans la constitution notre caractère distinct nous préservera contre les tenants du capitalisme à tout prix? Et en quoi une souveraineté politique québécoise nous armerait-elle devant notre nouvel ennemi qui porte maintenant le visage des multinationales? (ennemi que, soit dit en passant, nous partageons avec tous les peuples de la planète).

Les défis demeurent de taille et vous avez bien raison d'être blasé des débats politiques actuels. Mais c'est à vous de sortir de votre position trop confortable de gérant d'estrade pour rafraîchir la vision. Il faut mettre du cœur à nos convictions politiques et, si vous en manquez, M. Joli-Cœur, ce n'est pas la responsabilité de la génération d'Yves Beauchemin de vous en donner. Eux, au moins, on ne peut pas déplorez qu'ils n'en ont pas eu!

Nathalie Juteau
Montréal, 1^{er} mai 2001

Pour une vraie union de la droite

Alors comme ça, la droite canadienne envisage de s'unir pour améliorer ses chances de gagner les prochaines élections. Excellente idée. Mais le projet actuel est un peu incomplet. Car on ne parle que des conservateurs et des alliancistes.

Pourquoi donc bouder les libéraux? Ne sont-ils pas tout aussi à droite que les deux autres partis? On ne peut quand même pas reprocher aux libéraux d'être trop socialistes, eux qui ont ratifié l'ALENA, qui ont sabré dans l'assurance chômage, qui ont réduit les transferts aux provinces en matière de santé et qui ont emboîté le pas des Américains dans les dossiers de l'exclusion de Cuba et de la remise en question des accords de Kyoto! Et en négociant une Zone de libre-échange des Amériques, dans laquelle les entreprises de tout le continent pourraient poursuivre les États qui voudraient entraver leur course au profit au nom de futilités comme l'environnement ou les droits des travailleurs, les libéraux ne prouvent-ils pas qu'ils méritent une place de choix au grand concert des partis de droite? Que pourrions-nous vraiment trouver de nouveau en allant encore plus à droite au Canada?

Et tant qu'à unir la droite, pourquoi ne pas intégrer avec les partis provinciaux qui respectent la belle unanimité néolibérale? On approche à Cuba d'organiser sa vie politique autour d'un parti unique. Mais à quoi bon avoir plusieurs partis s'ils n'entretiennent qu'une pensée unique?

Heureusement qu'on a encore des types comme Jean-Pierre Charbonneau et Stéphan Tremblay pour garder un peu de diversité. Pourvu qu'on les écoute et qu'on évite de les reléguer au rang du folklore.

François Privé
Un électeur qui aimerait bien pouvoir voter ailleurs qu'à droite
27 avril 2001

LIBRE OPINION

Quelque chose change au Québec

médias, 1000 et une rencontres préparatoires dans tous les coins du Québec. Une longue préparation qui s'est faite autant dans des réunions de cuisine dans la Basse-ville de Québec que dans de grandes assemblées syndicales ou encore dans des discussions de midi à la cafétéria d'un Cégep. Des chercheurs universitaires ont organisé des colloques et conférences, mais ils ont aussi partagé leur savoir avec des groupes populaires. Des militants engagés dans l'action directe non-violente ont organisé des forums de discussion sur l'action stratégique. Bref, on a senti au Québec une effervescence populaire peu commune.

Quelque chose se passe

Cette effervescence s'est alimentée et s'est fait sentir, il y a à peine 6 mois, à l'occasion de la Marche mondiale des femmes contre la lutte à la pauvreté et la violence. Là encore des dizaines de milliers de personnes sont sorties de l'ombre et sont descendues dans la rue.

Bref, quelque chose change au Québec. Le mouvement social a pris une telle ampleur qu'il est devenu un interlocuteur incontournable. Le questionnement des organisations populaires et syndicales quant au manque de transparence et de démocratie entourant les négociations de la ZLEA en est le plus bel exemple. Si le mouvement social était resté coi, il y a fort à parier que cette question n'aurait pas été inscrite à l'ordre du jour des rencontres officielles. Le mouvement social a osé interpeller et il ne s'est pas contenté de réponses préfabriquées dont le seul but est de faire taire l'interrogation. Malheureusement, les parlementaires n'ont pas ou n'ont pas pu jouer le rôle qui leur appartient soit celui de questionner et de forcer le débat démocratique. Les parlementaires n'en savent guère plus que les simples citoyens. Ce qui est anormal. Mais, contrairement au mouvement social, la très grande majorité d'entre eux ne s'en plaignent pas. Ce qui est en soi fort inquiétant.

Le mouvement social qui émerge est encore indéfini, fluide, mobile, hétérogène, pluriel, mais il s'entend sur au moins une chose: il dit non au secret, il exige la transparence et le débat démocratique. Il a su agir comme contrepoids, enfin, après de longues années où un seul modèle et une seule pensée dominaient tous les autres.

Certes, cette alliance arc-en-ciel ne sait et ne connaît pas tout et n'a évidemment pas toutes les réponses aux problèmes de l'heure.

Mais, il faut reconnaître que les organisations qui composent ce mouvement social possèdent, chacun dans leur domaine, une somme formidable de connaissances et d'expérience qui leur permettent de questionner le fond même de la ZLEA et des autres grands projets mis en avant par l'OMC, par exemple. Ils sont suffisamment renseignés pour comprendre que le but visé par tous ces accords est loin d'être strictement commercial mais qu'il s'agit d'une restructuration quasi complète de nos sociétés. Le gouvernement américain, plus direct, parle d'une nouvelle architecture mondiale fondée sur la primauté des marchés sur les États. Nos services sociaux, nos systèmes d'éducation et de santé, même l'eau que nous buvons, sont sur la table comme autant de marchandises. Et que dire de la culture, de la protection de la diversité culturelle, pour tous les pays et en particulier pour le Québec? Là encore, s'il y a un consensus, il ira dans le sens inverse de ce que nos voisins des USA veulent nous faire avaler. Ce sont les organisations sociales et populaires qui ont été les premières à sonner les sonnettes d'alarme sur ces questions et à faire les mises en garde. Jusqu'à maintenant, tout nous indique qu'elles ont eu raison de le faire.

Durant les années 50 au Québec a germé un mouvement qui, au début, était indéfinissable mais qui a fini par aboutir à ce qu'on a appelé la révolution tranquille. Au début, on pourfendait ceux qui voulaient nationaliser l'électricité. Ne voyait-on pas des communistes partout subvertir l'ordre social parce qu'ils proposaient d'en finir avec les machines électrolaires corrompues? Se souvient-on que ce sont les mineurs de l'amiante et les étudiants qui ont secoué la cage pendant que l'establishment politique dormait en paix? Il a fallu dire NON pendant quelques années avant de commencer à dire oui à autre chose. Sommes-nous en train d'assister à un phénomène semblable?

Certes, il faut parfois l'admettre, les efforts d'opposition et de propositions nouvelles sont souvent maladroits et, dans l'emportement et l'enthousiasme, les coins se tournent un peu rond. Il y a certes des bavures qui sont à déplorer et surtout à ne pas répéter. Mais, ce qu'il faut surtout retenir, c'est qu'il existe désormais un fort mouvement social, solide, diversifié, animé par des principes de démocratie et de justice sociale, qui dit non à la résignation et à l'impuissance. Et c'est déjà une bonne piste.

IDÉES

Les artistes et les vierges offensées

Y a-t-il un critique dans la salle?

NORMAND GILLES

Écrivain

Un homme de théâtre semble avoir compris avant tout le monde que le critique d'art est une espèce en voie de disparition. Si l'on invite encore le critique aux conférences de presse, aux lancements, aux vernisages, si on lui remet encore des billets de faveur pour assister aux premières, ce n'est que par respect pour cette noble profession des temps anciens.

Le critique encore actif n'est d'ailleurs pas dérangeant. Pour autant qu'il s'en tienne à sa revue spécialisée ou à son campus universitaire.

Le critique est mort, vive la chroniqueuse culturelle! Désormais, l'artiste avisé, soucieux de parvenir à une certaine popularité ou préoccupé par la diffusion de son œuvre, devra en prendre acte. La chroniqueuse culturelle fait partie du rouage promotionnel. C'est elle qu'il faut inviter, charmer, épater.

Qu'est-ce qu'une chroniqueuse culturelle? Une chroniqueuse culturelle est une personne qui «chronique». De qui? De quoi? De tout: théâtre, cinéma, chanson, humour pour adolescents, exposition de bonsaïs, festival de jazz, feux d'artifices, télévision...

Pas étonnant que la chroniqueuse reçoive des dizaines d'invitations chaque semaine. Mais elle ne court que les événements les plus courus. Elle ne parle que de ce dont tout le monde parle déjà. D'ailleurs, son travail consiste à couvrir... Pas à découvrir. La bonne chroniqueuse peut couvrir trois ou quatre sujets par jour: «J'ai vu telle pièce... J'ai bien aimé ça... Mais c'est un peu long... Les éclairages et les décors sont beaux... 7 sur 10. C'est tout de même à voir...» Les gens peu avertis pourraient croire qu'il s'agit d'une critique, délestée du contexte et des nuances de l'œuvre. Le mandat de la chroniqueuse est d'occuper de l'espace média, non pas de livrer des analyses savantes. Elle doit éviter toute controverse et surtout, surtout, toute forme d'élitisme. La chroniqueuse, c'est votre belle-sœur qui est sortie hier soir et qui a bien aimé ça.

Le sens des mots

Dans ce contexte, les mots «art» et «culture» sont couramment utilisés comme synonymes. D'ailleurs, il paraîtrait élitiste d'en souligner la différence de sens. Et, ce qui facilite encore les choses, le mot «culture» peut renvoyer à peu près à tout (sauf à l'Ontario?). L'art devient donc un divertissement parmi d'autres: la littérature, un passe-temps agréable.

Les artistes devraient être les premiers à s'offusquer d'un tel traitement. Mais non. Du moins pas publiquement. Ils tentent plutôt de s'adapter: «Envoyez-nous vos gentilles chroniques, on va leur faire un bon show! Et gardez vos critiques grincheux à la maison, ils risquent de nous gâcher la fête.»

Les offensés

Drôle de revirement... Si les artistes acceptent de jouer le jeu, de traiter de leurs œuvres comme



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Plus qu'un mal nécessaire, la critique est ce lieu de débat qui permet le choc des idées. Elle favorise le renouvellement et l'évolution de l'art dans sa société.

d'un divertissement, un produit de consommation, les critiques, qui ne font plus partie du plan de marketing, se sentent offensés! Et les institutions qui les embauchent, ces quelques critiques, parmi une meute de chroniqueuses beaucoup plus malléables et agréables à fréquenter, s'offusquent aussi. Ceux-là mêmes qui ont mis en place ce mélange des genres, cette confusion, ce nivellement, ce tout-se-vaut, ce culture = art = juste pour rire = n'importe quoi, font des oh! et des ah! de vierges offensées.

Le danger

Ce glissement, qui consiste à remettre le commentaire sur les arts entre les mains de généralistes, comporte un danger réel. Celui de banaliser la création, de tout ramener au niveau du spectacle et du divertissement.

Les chroniqueuses s'abstiennent, en général, de traiter de musique classique. Sans doute parce qu'elles reconnaissent les limites de leurs connaissances et craignent de dire des âneries. Pourtant, sans s'en rendre compte, elles ne font guère mieux lorsqu'il est question de littérature.

Le danger, c'est aussi que les producteurs, les éditeurs et même les artistes tendent à s'adapter. Le romancier constate qu'il ferait mieux de se découvrir un goût pour la saga d'époque et, de préférence, si-

tuer l'action dans le terroir de ses ancêtres.

En conclusion

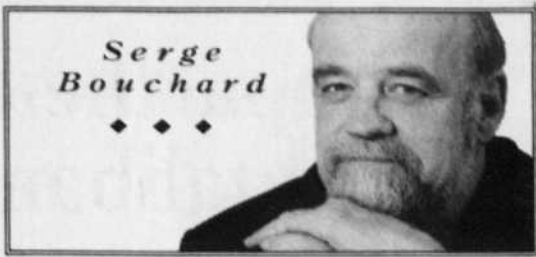
Plus qu'un mal nécessaire, la critique est ce lieu de débat qui permet le choc des idées. Elle favorise le renouvellement et l'évolution de l'art dans sa société. Il vaut cent fois mieux, pour l'avancement de l'art, d'être traité durement par la critique et de riposter, que de se voir ignoré par la chroniqueuse parce que l'œuvre n'est pas assez pop, pas assez flamboyante, ou que «la campagne de presse» n'a pas prévu faire sauter des pétards au centre-ville.

Je demande aux chroniqueuses de revenir à leur rôle d'agentes d'information.

Je demande aux dirigeants de médias généralistes de redonner un espace raisonnable aux véritables critiques d'art et de littérature.

Je demande aux critiques de reprendre cet espace sans toujours avoir peur de faire peur au grand public, et d'exercer pleinement leur fonction, ce qui inclut une responsabilité de formation auprès de ce même grand public.

Je demande aux artistes de se questionner, pour savoir s'ils contribuent à leur art, s'ils apportent quelque chose à cet art qui est le leur, ou s'ils se considèrent fabricants de produits de consommation devant se conformer à la demande du marché.



Le drame de Genou Blessé

Vivre, c'est rebondir; le cœur nous le dit bien assez. La première musique que l'on entend, c'est le battement du cœur de sa mère, son souffle aussi, peut-être. À l'origine, nous baignons dans le rêve rythme d'une parfaite légèreté. D'où l'importance du tambour. Nous ne savons pas que nous vivons que déjà nous tapons du pied dans le ventre de celles qui nous portent. Le rêve est un mouvement qui nous enlève et cette fuite est un discours aussi coulant qu'un fleuve. La danse dit tout de cette ultime liberté. Nous sommes liquides, légers, il y a toujours espoir de s'évaporer. Si ce mouvement s'arrête, nous retombons sur terre, sur la terre plate, là où la gravité nous attire de toute façon. Immobiles, nous stagnons. Nous devenons de l'eau morte.

Bien sûr, le rêve n'a plus la cote de nos jours, le mot lui-même est presque mort depuis qu'il ne nous est plus permis de rêver autrement que dans des domaines précis. Le rêve est désormais une affaire séparée qui appartient à la nuit, au sommeil, aux partys raves ou à la consommation des arts, à la consommation tout court. Notre monde sépare et dissèque: cela s'appelle l'analyse. D'ailleurs, nous ne suivons plus nos rêves, nous les analysons. Pas surprenant que nous traînions la patte, que nous nous alourdissions dans nos crises existentielles. Nous ne sommes plus très en forme à force d'avoir le sens pratique. Nous ne pouvons plus nous évader, en perte de vitesse et de corps.

Cependant, l'école de la vie ne sera jamais qu'une école de danse. Tout se résume à rebondir, à sauter, à glisser, à vaincre le poids de son corps. Nous dansons dans nos chaînes, mais au moins nous dansons. Car la réalité est chose si dure, si triste, si froide, que même les roches cherchent une voie de sortie. Elles rêvent d'une pente à déboulé. Pour une grosse pierre, l'exercice est difficile. Elle manque de moyens. C'est une danseuse lente, lourde, voire dangereuse quand elle vous marche sur les pieds. Pourtant, les pierres dansent. Elles dansent des slows au ralenti, d'où leurs longueurs de temps. Car elles rêvent, elles rêvent de flottements aériens, d'oiseaux planeurs et de facilité. Le vent, qui les caresse depuis l'éternité passée, les invite à le suivre. Mais il ne fait que les peiner à force de les effleurer.

Vers 1890, les Lakotas (Sioux), malheureux de la vie indienne qu'ils menaient désormais dans les réserves indiennes du Dakota, crurent entendre le chant de l'espoir dans la vision d'un messie Peyote: dansez jusqu'à ce que transe s'ensuive, dansez pendant des jours et des nuits. Vous entrez dans un monde où il sera permis de penser que les Blancs s'en iront comme ils sont venus, sauvagement, où leurs clôtures et leurs fermes disparaîtront à jamais; où la Prairie sera redonnée, libre et immense, à ses vrais maîtres, les bisons, et à ses vrais enfants, les Sioux. Dansez jusqu'à revêtir les chemises sacrées qui pareront les balles des soldats américains. Dansez pour devenir invincibles et retrouver la liberté.

Cela s'appelle la révolte des Danseurs dont l'épilogue constitue la mémoire tragique de Wounded Knee, Genou Blessé, qui est la blessure fatale du danseur. Des centaines de danseurs furent tués sous prétexte qu'ils étaient de dangereux rebelles indiens. Les chemises ne servirent de rien, le fait d'être vieux, d'être femme, d'être enfant non plus. L'histoire est tragique mais l'histoire n'est-elle pas toujours tragique? La danse du désespoir n'est-elle pas la pièce principale de notre répertoire?

Les sociétés normales, dites primitives dans les manuels des sociétés malades qui, elles, se disent modernes, n'ont jamais imaginé un monde sans la danse. La danse est là pour dire, pour se souvenir, pour se réparer, pour se soigner et pour espérer. Je ne marche pas, je danse, aurait dit le chasseur innu des temps anciens quand il parcourait de très grandes distances dans la taiga. Car il en faut des battements de cœur pour vaincre l'hiver, les lacs longs et les heures. Mais il y a beaucoup plus. La danse du corps est le pouvoir de l'esprit. La grandeur d'âme agrandit le geste. Mouvement d'âme, que l'on disait, avant que cette partie du lexique ne se perde dans nos usages pratiques. Pourtant, il n'est rien de plus beau qu'un mouvement d'âme devenu pas de danse. Les Innus mettaient de l'âme dans tout.

Regardez ce qui a tué le rêve, vous verrez ce qui a tué la danse.

Vous verrez ce qui l'a fait entrer dans le compartiment des arts, ce qui l'a poussée dans les hangars désaffectés. Le message est clair: les danseurs sont désormais une bande à part, une espèce de l'espèce des clowns. Nous les aimons, ils ne seront jamais riches.

Soyez brefs, soyez concrets, arrêtez de tourner autour du sujet!

Qu'on nous dit. Or, danser, c'est vivre corps et âme, c'est tourner autour du seul sujet qui compte: le sens de la vie. Le rêve triste des Sioux s'est brisé à Genou Blessé. Les enfants de la Plaine tournaient une dernière fois autour du sujet de leur liberté perdue. Ils sont retombés sur terre, sans espoir de rebond.

Les Anciens disaient que la vraie dimension des choses se trouvait dans le rêve. Une fois chose rêvée, le reste suit son cours dans une sorte de suite normale du monde, qui est un cercle, comme chacun sait. Mais cela fut tué, le cercle est brisé. Aujourd'hui, on danse en ligne.

La liberté d'expression a quand même ses limites.

Texte qui sera lu à l'occasion du gala-bénéfice de la compagnie Montréal Danse, le 17 mai à Montréal.

Cynisme gouvernemental

SYLVIO LE BLANC

Fonctionnaire occasionnel

Le gouvernement québécois fait preuve de cynisme en annonçant à grand renfort de publicité l'embauche prochaine de 6 500 personnes alors qu'il s'appretait à monter la porte à 5 500 de ses employés occasionnels. En effet, les 4 000 occasionnels qui n'ont pu participer aux concours réservés du fait qu'ils n'avaient pas accumulé un an de service au 31 mars 2000 et les 1 500 autres qui n'ont pu réussir les concours, verront leur contrat se terminer dans les six mois. Si le Conseil du trésor était un employeur comme un autre, on peut se demander s'il survivrait à la perte du dixième de ses employés (imaginez l'expérience perdue et les coûts en formation des nouveaux). Manifestement, le gouvernement n'a pas appris de ses erreurs de 1997.

Et pour quelles raisons le gouvernement agit-il ainsi? Pour rajeunir la fonction publique? Sûrement pas, car, parmi les 5 500 infortunés se trouve beaucoup de jeunes. Pourquoi, alors? En fait, le gouvernement n'a jamais pu répondre à cette question de manière convaincante. Qu'on ne vienne pas me dire qu'il est nécessaire de réussir un concours pour accéder à un poste permanent dans la fonction publique, car les occasionnels qui avaient 55 mois de service au 31 mars 2000 ont prouvé le contraire, et avant cela déjà le Conseil du trésor a pourvu des postes permanents sans concours.

Il fallait voir la semaine dernière les conséquences dramatiques du procédé gouvernemental. Une collègue de travail embauchée en mars 1996 s'est évanouie en apprenant la nouvelle de son échec et n'a pu se présenter au travail depuis. Un autre collègue, qui va compter sous peu cinq ans de service, a manqué deux jours de travail puis s'est présenté finalement, la mine déconfite, humilié d'être ainsi traité. Que s'est-il passé le jour de l'examen? Peut-être étaient-ils trop nerveux, sachant qu'ils jouaient leur va-tout. Allez savoir. Ces deux collègues ont fait leurs preuves pourtant; ils sont appréciés, autant par leur gestionnaire que par leur clientèle. Mais le satané concours a «démontré» qu'ils étaient incompétents. Je vous laisse imaginer dans quelles conditions ils effectuèrent leurs derniers six mois.

Se pourrait-il qu'il n'existe pas un juge, un tribunal, je ne sais quoi, qui vienne dire au gouvernement que ce licenciement massif est illégal? Les victimes vont-elles pouvoir compter sur les divers syndicats de la fonction publique pour se défendre? C'est loin d'être assuré, vu qu'ils ont agréé au procédé. À propos, j'ai bien hâte d'assister au maraude de cet automne; je ne pense pas qu'un syndicat comme la CSN aurait accepté qu'on exclue ainsi 5 500 de ses membres en criant lapin.

Lettre ouverte à la Fédération des femmes du Québec

Un «carambolage idéologique»

Les femmes de mon âge, fin vingtaine, ont tout le mal du monde à oser dire qu'elles sont féministes.

CAROLINE CLOUTIER

Saint-Jérôme

Je prenais part, samedi le 21 avril 2001, à une des plus grandes manifestations de solidarité jamais vue au pays. La grande Marche des peuples des Amériques a su rassembler des citoyennes et des citoyens de toutes les provenances idéologiques et de toutes les souches culturelles. Je m'y rendais avec des idées de partage de solidarité.

J'étais accompagnée de mon amoureux et d'une grande amie. Nous cherchions des compagnes et des compagnons de marche, peu avant le départ. Etant militantes et militant «sans médaille», nous nous efforcions de trouver une partie de collectivité voulant bien faire un bout de chemin avec nous. Arrivées à la hauteur des groupes de femmes, nous nous sommes arrêtées, le temps de prendre le pouls de l'énergie présente. Nous chantions et dansions au son de la camaraderie et des voix de personnes accompagnant Karen Young. Je retrouvais les sensations de la Marche mondiale des femmes, déjà chose du passé. Puis, une des femmes du groupe, dossier à l'appui, est venue nous parler. Elle nous a d'abord questionné pour savoir avec qui nous marchions. Question cachée: êtes-vous des nôtres? Nous lui avons répondu que nous marchions en nos propres noms,

sans plus. Elle nous a demandé d'aller regagner les groupes communautaires, affirmant que cette section-ci de la marche était solennellement identifiée aux groupes de femmes. J'ai dû rétorquer avec mon artillerie lourde du genre: «Je milité depuis que j'ai huit ans... sans être cette année affiliée à un groupe particulier...» Et elle, de riposter en montrant mon amoureux: «C'est que vous êtes accompagnées...». Tiens donc... les «discriminées»

Je n'en suis pas revenue. J'ai regardé mon amoureux, j'ai regardé mon amie, j'ai regardé mon amoureux, j'ai regardé mon amie... Ce que j'ai vu dans les quelques minutes qui ont suivi ce carambolage idéologique m'a littéralement projetée sur le sol. Un groupe de femmes (dossiers à l'appui), du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont été elles aussi invitées à aller marcher plus loin parce qu'elles étaient «accompagnées». Ne voulant pas désertier leurs compagnons, elles sont toutes parties illico. Nous avons fait la même chose, allant rejoindre nos camarades de Salami, beaucoup plus souples, ouverts et d'une tolérance quasi exemplaire.

Ma lettre ne vise pas l'indignation. Elle est pleine de déception, voire pleine d'amertume. À la suite de ces événements, des

questions me martèlent l'intérieur: qu'y a-t-il à comprendre? Pourquoi? Honnêtement, les mots me manquent et je les cherche depuis cette journée.

Je me dis, encore protectrice des miennes (lire les groupes de femmes), qu'un morceau de casse-tête manque dans cette histoire... et si tout était question de perceptions? Je dois prendre appui de toutes mes forces sur ma définition de la démocratie pour trouver un sens: acceptation des différences, canal d'expression accessible à toutes et à tous. Il me semble, humblement, que ce genre de comportement ne peut en rien aider la cause des femmes. Celles de mon âge, fin vingtaine, ont tout le mal du monde à oser dire qu'elles sont féministes. Impossible

Pourra-t-on, un jour, parler de néo-féminisme, de féminisme contemporain?

pour elles de trouver une définition ou des valeurs entourant ce mot pour lesquelles elles pourraient développer un sentiment d'appartenance.

Alors, je me dis: où est l'avenir du féminisme? Pourra-t-on, un jour, parler de néo-féminisme, de féminisme contemporain? Peu importe la terminologie, pourra-t-on, un jour, parler de féminisme rassembleur? Pourra-t-on revenir à l'essence de ce dont je comprends qu'il était à sa naissance: égalité entre les hommes et les femmes? Je l'espère authentiquement...

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Valérie Dufour (généraliste), Benoît Munger (responsable du site Web), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duches et Christine Dumazet (directeurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélar (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Hélène Baril, Claude Lévesque, Claude Turcotte; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondantes parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durrac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Marie-Claude Petit (commun); La documentation : Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante, Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Manon Bouchard, Gyslain Côté, Marlène Côté, Martin Fournier, Anouk Hurbutt, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Michelle Ruelland, (publicitaires), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Yanick Martel, Olivier Zaida. PROMOTION ET TIRAGE, Johanne Brien (responsable à la clientèle), Hélène Gervais, Dominique Larivière, (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Olivier Lachambre (contrôleur), Chloé Gaudet, Claudette Béliveau (secrétaire administrative), Danielle Laperrière, Caroline Perrier, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

EN BREF

Réévaluation
du dossier méningite

Québec (PC) — Les autorités médicales de la Rivière-Sud verront aujourd'hui l'ensemble du dossier méningite pour cette région. Elles ont toutefois entrepris de joindre dès hier les confrères et consœurs de classe de la jeune fille de 14 ans, hospitalisée à Lévis depuis samedi, pour une probable infection à méningocoque. L'adolescente fréquente le Collège de Lévis. Son état semble s'être amélioré, puisqu'il était passé de grave, samedi soir, à satisfaisant, hier. La Direction de la santé publique de Chaudière-Appalaches a indiqué par communiqué qu'aucune autre information ne serait émise à son sujet, à la demande de la famille. Le personnel du CLSC de la MRC Desjardins sera par contre au collège dès ce matin, pour informer les élèves et poursuivre son investigation. Les parents seront quant à eux invités à se présenter à une rencontre d'information, ce soir, à 19h30. Bien que la nature de l'infection n'ait pas encore été confirmée par les tests de laboratoire, les autorités ont entrepris dès samedi la recherche des contacts étroits de l'adolescente, pour leur offrir un antibiotique.

REEVE

SUITE DE LA PAGE 1

souffrent de traumatisme de la moelle épinière, mais aussi de la maladie de Parkinson, de diabète ou de crises cardiaques. Dans la nouvelle ère dans laquelle entre la science, Reeve, une véritable source d'inspiration, a réitéré son espoir de voir des maladies jugées incurables être finalement contrées, notamment par l'utilisation de cellules souches. Celui qui a porté le costume du surhomme au cinéma a dit que ses héros étaient désormais ceux dont on n'entendait jamais parler, «les victimes de la maladie et d'accidents qui n'ont pas assez d'argent ou qui sont mal assurés et qui doivent unir leurs efforts, comme une famille, pour s'aider entre eux». Reeve a rappelé que tous n'avaient pas sa gloire parmi ceux qui devaient faire face à cette «calamité».

Reeve a enjoint aux États-Unis de revoir rapidement leur système de santé. Il a rappelé qu'une personne atteinte d'un tel dysfonctionnement, bénéficiant par exemple d'une assurance-vie d'un million de dollars, ne pouvait subsister plus de deux ans et demi tant les soins étaient coûteux. Reeve effectue actuellement des pressions auprès des politiciens, notamment le sénateur Robert Fuller et Dick Gephard, leader des démocrates au Congrès, pour améliorer «de façon draconienne» le système d'assurance privé américain. Le Canada, pour lui, fait preuve d'une plus grande compassion dans le traitement des citoyens.

Montréal, a rappelé l'acteur, est un des centres de recherche de premier plan dans le monde. Il a évoqué les travaux du professeur Alberto Aguayo, de l'Université McGill, qui le premier en 1982 a jeté par terre, «à force de persévérance», le lieu commun voulant que la moelle épinière soit inapte à se régénérer. Lisa McKerracher, professeur au Département de pathologie et de biologie cellulaire de l'Université de Montréal, jouit aussi de la reconnaissance de l'acteur: elle a remporté l'an dernier la médaille Christopher Reeve.

La rencontre a pris une tournure plus émotive alors que Reeve, voulant donner un exemple des souffrances psychologiques associées à la maladie, conséquence «de la perte de contacts humains», a confié sa douleur de ne pouvoir prendre son fils dans ses bras depuis plus de six ans maintenant.

Après sa rencontre avec les journalistes, l'acteur et militant a annoncé la création de la Bourse Barbara Turnbull pour la recherche sur la moelle épinière, du nom de la journaliste de Toronto paralysée à partir du cou à la suite d'un coup de feu en 1983. La bourse est dotée d'un montant de 150 000 \$. Reeve a également reçu la médaille de l'Université de Montréal.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces

et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340
Par courriel petitesannonces@ledevoir.com

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com

Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)
Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. Licence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

ESSAI

SUITE DE LA PAGE 1

est anonyme — le nom des patients n'y figure pas — et la RAMQ ne peut pas savoir si les dossiers sont consultés ou non et si les cartes servent ou non, a expliqué la directrice des communications de la RAMQ, Claire DeLongchamps. «Il est difficile de dire si la carte est utile ou non, si la carte est efficace», a-t-elle souligné. Tout ce que la RAMQ sait, «c'est que la banque de données grossit», a ajouté la porte-parole. Pour tant, les données sur la faible utilisation de la carte ont commencé à circuler.

Dans le dépliant de la RAMQ décrivant l'expérience-pilote de Laval, à laquelle le gouvernement a consenti 2,1 millions, a-t-on annoncé il y a deux ans, on explique que ce projet est avant tout une «vitrine technologique» destinée à prouver que des renseignements médicaux peuvent circuler de façon «sécurisée» et à démontrer «la gestion du consentement de l'usager à l'accès de ses données cliniques». Alain Charbonneau, de la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux de Laval, estime que l'expérience-pilote est «une démonstration technologique et non pas une démonstration clinique».

Dans son mémoire présenté à la réunion du 2 avril du conseil des ministres, le ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, Rémy Trudel, rappelle les deux expérimentations de la carte santé à puce, celle de Rimouski à laquelle 7248 usagers ont participé et celle de Laval. De cette dernière expérience-pilote, qui doit

se terminer en juillet 2002, M. Trudel souligne qu'elle vise «à démontrer qu'il est possible de gérer le consentement de l'usager pour le partage des informations cliniques qui le concernent». Or, les données du projet montrent qu'il y a eu, au mieux, moins de dix dossiers qui ont fait l'objet d'un partage.

Le projet de loi nécessaire au déploiement de la carte santé à puce doit être présenté d'ici au 15 mai pour être adopté en juin. Le ministre attend d'ici à cette échéance un rapport provisoire du Dr Claude Sicotte qu'il doit remettre au Comité de suivi de l'expérience-pilote de Laval. En outre, le Comité de surveillance doit également fournir d'ici au mois de juin un rapport provisoire sur la gestion du consentement des usagers. Avec une soixantaine de cartes utilisées et moins de dix dossiers consultés, on comprend que le rapport du Comité de surveillance portera sur le projet sur papier — son architecture — et non pas sur l'expérience pratique.

Pour Guy Denis, président de Motus Technologies, responsable de la technologie de la carte et de la «sécurisation» des données, qu'un faible nombre d'usagers ait réellement pris part à l'expérience de Laval n'a pas d'importance. La démonstration technique est probante puisque les professionnels de la santé, qui ont leur propre carte, doivent l'utiliser et l'ont fait. «Même s'il y a juste dix patients, il y a deux, trois cents intervenants qui s'authentifient à la RAMQ par le système», a-t-il signalé.

PATENTE

SUITE DE LA PAGE 1

d'achat chez nous, derrière la bataille contre la Conscrition, derrière le Bloc populaire des années 40 (dont la plupart des candidats sont membres de l'Ordre). Ils font la promotion de personnalités comme Jean Drapeau, qui dirigera la Ville de Montréal avec des membres de l'Ordre. Ils soutiennent financièrement les premiers pas de Paul-Émile Léger au Vatican. Ils contrôlent les commissions scolaires, investissent la Société Saint-Jean-Baptiste et s'occupent aussi de combats plus symboliques, par exemple en lançant une campagne secrète pour que le nouveau pont reliant Montréal et la Rivière-Sud porte le nom de Champlain!

Le documentaire raconte également les tensions entre les membres de Montréal et les membres d'Ottawa et il ne cache pas que certains membres de l'Ordre cultivaient la méfiance de l'étranger.

Mais certains historiens interviewés soutiennent également que l'Ordre avait développé et mis en place bon nombre d'idées qui seront ensuite réalisées pendant la Révolution tranquille.

«La Patente» place également ses hommes au journal *Le Droit* ainsi qu'au *Devoir* (Gérard Filion et André Laurendeau en faisaient partie). Dans le documentaire, Raymond Laliberté soutient que des ministres du Parti québécois ont été membres de l'Ordre mais Robert Verge n'a pas réussi à les convaincre de témoigner devant la caméra.

Critiqué publiquement pour son caractère anti-démocratique, déchiré au

tour de la question de l'indépendance du Québec, l'Ordre finit par se saborder en 1965. L'organisation avait été à l'origine de la fondation du Club Richelieu et c'est ce club qui hérite de ses archives. Celles-ci sont ensuite déposées aux Archives nationales du Canada ainsi qu'à l'Université d'Ottawa, avec promesse de ne pas les rendre publiques avant l'an 2000.

C'est là que Robert Verge, qui se met lui-même en scène dans le documentaire, est allé les consulter. «Seulement aux Archives nationales, on trouve 173 gros cartons de documents» explique-t-il au *Devoir*.

Robert Verge a d'ailleurs eu la surprise de sa vie en y constatant que son propre père était membre de l'Ordre! Mais, ajoute-t-il, «avec 45 000 membres, il y a de fortes chances qu'un de vos proches ait été membre sans que vous ne le sachiez. Le secret était tel que plusieurs personnes ou leurs proches refusent d'en parler encore aujourd'hui, dont des gens très connus. À l'inverse, on sait que des personnalités importantes comme Claude Ryan ou René Lévesque ont été pressenties pour en faire partie et ont carrément refusé, à cause de l'aspect secret, anti-démocratique du groupe».

Une chose est certaine: le documentaire de demain soir donne vraiment le goût de fouiller plus avant cette masse de documents.

◆ ◆ ◆

L'Ordre de Jacques Cartier:
un mystère dévoilé,
mardi 8 mai, RDI, 20h.

MONDIALISATION

faibles de la gouvernance mondiale: comment régler les conflits entre le commercial, d'une part, et l'écologie, la santé et le culturel, d'autre part.»

Selon Elie Cohen, les contestataires se trompent en réclamant l'abolition de l'OMC, du FMI, de la Banque mondiale ou de la ZLEA. Ils s'en prennent même à une partie de la solution, puisqu'il sera toujours préférable de négocier à des tables multilatérales que seul à seul avec les Américains ou les Européens.

«Quelle est cette idée selon laquelle il y aurait une espèce d'âge d'or des nations? C'est une absurdité totale. Il est évident que la société ouverte est plus efficace et plus équitable que la société fermée. Je n'arrive pas à comprendre ce que l'on peut gagner à la suppression de l'OMC qui a représenté une avancée fantastique et qui montre la voie. Il faut plutôt multiplier les OMC et imaginer un mécanisme d'interrégulation obligatoire à prendre l'avis d'une autre organisation lorsque la santé, l'environnement ou la culture sont en cause.»

L'exception culturelle: un modèle

On pourrait même imaginer que ce que proposent le Québec, la France et le Canada dans le domaine culturel devienne un modèle de mondialisation régulée. Selon le scénario d'Elie Cohen, l'OMC continuerait d'être chargée de la régulation commerciale, mais il faudrait baliser son action en lui opposant des arguments d'ordre culturel.

«L'AMI a échoué précisément sur les questions culturelles parce que l'OCDE a été incapable de faire les différences qui s'imposaient entre impératifs commerciaux et culturels. Si l'UNESCO prenait son rôle au sérieux, au lieu de passer son temps à dénoncer le sionisme, elle pourrait expliquer ce qu'est un produit culturel et en quoi il est différent d'un produit de simple divertissement. En quoi les règles du commerce devraient être limitées pour protéger les œuvres de l'esprit, les langues, le potentiel et la diversité culturelle.»

On pourrait imaginer le même scénario en matière environnementale et sanitaire où la nécessité d'organismes de régulation internationale se fait de plus en plus sentir. Car Elie Cohen ne croit pas du tout, comme les intégristes monétaristes, que le marché puisse s'autoréguler.

«Les Français ont l'impression qu'ils ont inventé la régulation de l'économie alors que c'est une invention américaine du milieu du siècle dernier. À la fin des années 90, les marchés financiers ont souvent frôlé la catastrophe. Dans ce contexte, l'idée que les marchés se régulent eux-mêmes est criminelle. L'état national, régional ou mondial doit prendre en charge cette incertitude.»

L'exemple européen

L'Europe demeure aujourd'hui un des seuls véritables exemples d'embryon d'organisation planétaire, selon Elie Cohen. Un exemple dont aurait intérêt à s'inspirer, malgré des contextes différents, les regroupements régionaux, comme la future ZLEA.

«Avec la ZLEA, vous êtes en train de redécouvrir ce qui a été le processus européen qui a débuté comme une zone de libre-échange dans l'acier et le charbon, mais où, très tôt, on a éprouvé le besoin d'avoir une

Taxe Tobin: les bonnes intentions
ne font pas une politique

«Deuxièmement, cette taxe mélange deux objectifs individuellement défendables mais qui n'ont aucun lien entre eux. On veut une régulation financière internationale pour stopper les poussées spéculatives? D'accord, c'est utile. Donnons-nous les instruments de régulation nécessaires. Pas une taxe qui ne sera qu'un caillou dans l'engrenage. Cette taxe veut aider les pays en situation d'extrême pauvreté? Je suis prêt à payer un impôt supplémentaire pour augmenter l'aide directe aux pays pauvres qui a baissé ces dernières années. Mais il n'y a absolument aucun lien entre les deux.»

Enfin, Elie Cohen considère qu'une taxation de 1 pour 1000 aurait pour conséquence immédiate de supprimer la moitié des transactions financières internationales. «Tout ce qui est couverture de change et couverture d'option disparaîtrait. De plus 60 % des edge funds sont déjà logés dans des paradis fiscaux. Demain, ce sera 100 %. La taxe Tobin est non seulement techniquement inapplicable mais elle ne servirait strictement à rien!»

Christian Rioux